



BOLETIM OFICIAL

S U P L E M E N T O

S U M Á R I O

ASSEMBLEIA NACIONAL:

Resolução nº 36/VII/2007:

Aprova, para ratificação, a Convenção Internacional contra Doping no Desporto.

ASSEMBLEIA NACIONAL

Resolução n^o 36/VII/2007

de 30 de Abril

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea b) do artigo 178^o da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo 1^o

É aprovada, para ratificação, a Convenção Internacional contra o Doping no Desporto, adoptada a 19 de Outubro de 2005, na 33^a Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação Ciência e Cultura, UNESCO, realizada em Paris, de 3 a 21 de Outubro de 2005, cujo texto autêntico, seus anexos em francês e respectivas traduções para o português, fazem parte integrante da presente Resolução.

Artigo 2^o

A presente Resolução entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e a Convenção referida no artigo anterior produz efeitos em conformidade com o que nela se estipula.

Aprovada em 30 de Março de 2007.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Aristides Raimundo Lima*.

CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE DOPAGE DANS LE SPORT

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ci-après dénommée « l'UNESCO », réunie à Paris du 3 au 21 octobre 2005 en sa 33e session,

Considérant que le but de l'UNESCO est de contribuer à la paix et à la sécurité en favorisant la collaboration entre les nations par l'éducation, la science et la culture,

Se référant aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme,

Considérant la résolution 58/5 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 3 novembre 2003 sur le sport en tant que moyen de promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix, notamment son paragraphe 7,

Consciente que le sport doit jouer un rôle important dans la protection de la santé, dans l'éducation morale, culturelle et physique et dans la promotion de la compréhension internationale et de la paix,

Notant la nécessité d'encourager et de coordonner la coopération internationale en vue d'éliminer le dopage dans le sport,

Préoccupée par le recours au dopage dans le sport et par ses conséquences sur la santé des sportifs, le principe du franc-jeu, l'élimination de la fraude et l'avenir du sport,

Consciente que le dopage met en péril les principes éthiques et les valeurs éducatives consacrés par la Charte internationale de l'éducation physique et du sport de l'UNESCO et la Charte olympique,

Rappelant que la Convention contre le dopage et son protocole additionnel adoptés dans le cadre du Conseil de l'Europe sont les instruments de droit international public qui sont à l'origine des politiques nationales antidopage et de la coopération intergouvernementale en la matière,

Rappelant les recommandations sur la question adoptées lors des deuxième, troisième et quatrième Conférences internationales des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport, organisées par l'UNESCO à Moscou (1988), à Punta del Este (1999) et à Athènes (2004), ainsi que la résolution 32 C/9 adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 32e session (2003),

Gardant à l'esprit le Code mondial antidopage adopté par l'Agence mondiale antidopage lors de la Conférence mondiale sur le dopage dans le sport à Copenhague, le 5 mars 2003, et la Déclaration de Copenhague contre le dopage dans le sport,

Consciente aussi de l'influence que les sportifs de haut niveau exercent sur la jeunesse,

Ayant présente à l'esprit la nécessité permanente de mener et de promouvoir des recherches dont l'objectif est de mieux dépister le dopage et comprendre les facteurs qui en déterminent l'utilisation, afin de donner toute l'efficacité possible aux stratégies de prévention,

Ayant aussi présente à l'esprit l'importance de l'éducation permanente des sportifs, du personnel d'encadrement des sportifs et de la société dans son ensemble pour prévenir le dopage,

Consciente de la nécessité de donner aux États parties des moyens accrus de mettre en œuvre des programmes antidopage,

Consciente que les pouvoirs publics et les organisations sportives ont des responsabilités complémentaires pour ce qui est de prévenir et de combattre le dopage dans le sport, en particulier pour veiller au bon déroulement, dans un esprit de franc-jeu, des manifestations sportives et pour protéger la santé de ceux qui y prennent part,

Sachant que les pouvoirs publics et les organisations sportives doivent œuvrer ensemble à la réalisation de ces objectifs, en assurant toute l'indépendance et la transparence voulues à tous les niveaux appropriés,

Résolue à poursuivre et à renforcer la coopération en vue d'éliminer le dopage dans le sport,

Sachant que l'élimination du dopage dans le sport dépend en partie d'une harmonisation progressive des normes et des pratiques antidopage dans le sport et de la coopération à l'échelle nationale et mondiale,

Adopte, le dix-neuf octobre 2005, la présente Convention.

I. Portée

Article premier

But de la Convention

La présente Convention a pour but, dans le cadre de la stratégie et du programme d'activités de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation physique et du sport, de promouvoir la prévention du dopage dans le sport et la lutte contre ce phénomène en vue d'y mettre un terme.

Article 2

Définitions

Ces définitions s'entendent dans le contexte du Code mondial antidopage. En cas de conflit, toutefois, les dispositions de la Convention l'emportent.

Aux fins de la présente Convention,

1. Par «laboratoires antidopage agréés», on entend les laboratoires agréés par l'Agence mondiale antidopage.

2. Par «organisation antidopage», on entend une instance responsable de l'adoption des règles à suivre pour mettre en route, appliquer ou faire respecter tout volet du processus de contrôle du dopage. Ce peut être, par exemple, le Comité international olympique, le Comité international paralympique, d'autres organisations responsables de grands événements sportifs qui procèdent à des contrôles à cette occasion, l'Agence mondiale antidopage, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage.

3. Par «violation des règles antidopage» dans le sport, on entend une ou plusieurs des violations suivantes :

- (a) la présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans le corps d'un sportif;
- (b) l'usage ou la tentative d'usage d'une substance ou d'une méthode interdite;
- (c) le refus de se soumettre à un prélèvement d'échantillons après notification conforme aux règles antidopage en vigueur, ou le fait de s'y soustraire sans justification valable ou de l'éviter par tout autre moyen;
- (d) la violation des exigences de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition, y compris le non-respect par les sportifs de l'obligation d'indiquer le lieu où ils se trouvent et le fait de manquer des contrôles dont on considère qu'ils obéissent à des règles raisonnables;
- (e) la falsification ou la tentative de falsification de tout élément du processus de contrôle du dopage;
- (f) la possession de substances ou méthodes interdites;

(g) le trafic de toute substance ou méthode interdite;

(h) l'administration ou la tentative d'administration d'une substance ou d'une méthode interdite à un sportif, ou l'assistance, l'encouragement, le concours, l'incitation, la dissimulation ou toute autre forme de complicité entraînant une violation ou une tentative de violation des règles antidopage.

4. Aux fins du contrôle du dopage, on entend par «sportif» toute personne qui pratique une activité sportive au niveau international ou à un niveau national tel qu'il est défini par l'organisation antidopage nationale concernée et accepté par les États parties, et toute autre personne qui pratique un sport ou participe à une manifestation sportive à un niveau inférieur accepté par les États parties. Aux fins de l'éducation et de la formation, on entend par «sportif» toute personne qui pratique un sport sous l'autorité d'une organisation sportive.

5. Par «personnel d'encadrement des sportifs», on entend tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical qui travaille avec des sportifs ou qui traite des sportifs participant à une compétition sportive ou s'y préparant.

6. Par «Code», on entend le Code mondial antidopage adopté par l'Agence mondiale antidopage le 5 mars 2003 à Copenhague et joint à l'appendice 1 de la présente Convention.

7. Par «compétition», on entend une épreuve, un match ou une partie unique, ou un concours sportif donné.

8. Par «contrôle du dopage», on entend le processus englobant la planification de la répartition des contrôles, la collecte des échantillons et leur manutention, l'analyse en laboratoire, la gestion des résultats, les auditions et les appels.

9. Par «dopage dans le sport», on entend un cas de violation des règles antidopage.

10. Par «équipes de contrôle du dopage dûment agréées», on entend les équipes de contrôle du dopage opérant sous l'autorité d'une organisation antidopage nationale ou internationale.

11. Par contrôle «en compétition», dans le but de différencier en compétition et hors compétition, et sauf disposition contraire à cet effet dans les règlements de la fédération internationale ou de l'organisation antidopage concernée, on entend un contrôle auquel doit se soumettre un sportif désigné à cette fin dans le cadre d'une compétition donnée.

12. Par «Standard international pour les laboratoires», on entend le Standard figurant à l'appendice 2 de la présente Convention.

13. Par «Standards internationaux de contrôle», on entend les Standards figurant à l'appendice 3 de la présente Convention.

14. Par «contrôle inopiné», on entend un contrôle du dopage qui a lieu sans avertissement préalable du sportif et au cours duquel celui-ci est escorté en permanence depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'échantillon.

15. Par «Mouvement olympique», on entend tous ceux qui acceptent d'être guidés par la Charte olympique et qui reconnaissent l'autorité du Comité international olympique, à savoir : les fédérations internationales des sports au programme des Jeux olympiques, les comités olympiques nationaux, les comités d'organisation des Jeux olympiques, les sportifs, les juges, les arbitres, les associations et les clubs, ainsi que toutes les organisations et les institutions reconnues par le Comité international olympique.

16. Par contrôle antidopage «hors compétition», on entend tout contrôle du dopage qui n'a pas lieu dans le cadre d'une compétition.

17. Par «Liste des interdictions», on entend la liste énumérant les substances et méthodes interdites figurant à l'annexe I de la présente Convention.

18. Par «méthode interdite», on entend toute méthode décrite dans la Liste des interdictions figurant à l'annexe I de la présente Convention.

19. Par «substance interdite», on entend toute substance décrite dans la Liste des interdictions figurant à l'annexe I de la présente Convention.

20. Par «organisation sportive», on entend toute organisation responsable d'une manifestation dans une ou plusieurs disciplines sportives.

21. Par «Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques», on entend le Standard figurant à l'annexe II de la présente Convention.

22. Par «contrôle», on entend la partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification de la répartition des tests, la collecte de l'échantillon, la manutention de l'échantillon et son transport au laboratoire.

23. Par «exemption pour usage à des fins thérapeutiques», on entend une exemption accordée conformément au Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

24. Par «usage», on entend l'application, l'ingestion, l'injection ou la consommation par tout autre moyen d'une substance ou méthode interdite.

25. Par «Agence mondiale antidopage» (AMA), on entend la fondation de droit suisse ainsi nommée, constituée le 10 novembre 1999.

Article 3

Moyens d'atteindre le but de la Convention

Aux fins de la présente Convention, les États parties s'engagent à:

- (a) adopter des mesures appropriées aux niveaux national et international qui soient conformes aux principes énoncés dans le Code;

- (b) encourager toute forme de coopération internationale visant à protéger les sportifs et l'éthique du sport et à communiquer les résultats de la recherche;

- (c) promouvoir une coopération internationale entre eux et les organisations qui jouent un rôle de premier plan dans la lutte contre le dopage dans le sport, en particulier l'Agence mondiale antidopage.

Article 4

Relation entre le Code et la Convention

1. Afin de coordonner la mise en œuvre de la lutte contre le dopage dans le sport aux niveaux national et international, les États parties s'engagent à respecter les principes énoncés dans le Code, qui servent de base aux mesures visées à l'article 5 de la présente Convention. Rien dans la présente Convention n'empêche les États parties d'adopter des mesures additionnelles en complément du Code.

2. Le texte du Code et la version la plus récente des appendices 2 et 3 sont reproduits à titre d'information et ne font pas partie intégrante de la présente Convention. Les appendices, en tant que tels, ne créent aucune obligation contraignante en droit international pour les États parties.

3. Les annexes font partie intégrante de la présente Convention.

Article 5

Mesures permettant d'atteindre les objectifs de la Convention

En conformité avec les obligations inscrites dans la présente Convention, chaque État partie s'engage à adopter des mesures appropriées. Ces mesures peuvent comprendre des lois, des règlements, des politiques ou des pratiques administratives.

Article 6

Relation avec d'autres instruments internationaux

La présente Convention ne modifie en rien les droits et obligations des États parties qui découlent d'autres accords préalablement conclus et compatibles avec son objet et son but. Cela ne porte atteinte ni à la jouissance par d'autres États parties de leurs droits au titre de la présente Convention, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celle-ci.

II. Lutte antidopage à l'échelle nationale

Article 7

Coordination au niveau national

Les États parties assurent l'application de la présente Convention, notamment par des mesures de coordination au niveau national. Pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la présente Convention, ils peuvent s'appuyer sur des organisations antidopage, ainsi que sur les autorités et organisations sportives.

Article 8

Limitation de la disponibilité et de l'utilisation dans le sport de substances et de méthodes interdites

1. Le cas échéant, les États parties adoptent des mesures pour limiter la disponibilité de substances et de méthodes interdites en vue d'en restreindre l'utilisation dans le sport par les sportifs, sauf en cas d'exemption pour usage thérapeutique. Ils luttent notamment contre le trafic destiné aux sportifs et, à cette fin, s'emploient à limiter la production, la circulation, l'importation, la distribution et la vente desdites substances et méthodes.

2. Les États parties adoptent des mesures, ou encouragent, le cas échéant, les instances compétentes relevant de leur juridiction à adopter des mesures, pour prévenir et restreindre l'utilisation et la possession par les sportifs de substances et méthodes interdites dans le sport, à moins que cette utilisation ne soit autorisée par une exemption pour usage thérapeutique.

3. Aucune mesure adoptée conformément à la présente Convention ne restreint la disponibilité à des fins légitimes de substances et méthodes dont l'usage est autrement interdit ou limité dans le domaine sportif.

Article 9

Mesures à l'encontre du personnel d'encadrement des sportifs

Les États parties prennent eux-mêmes des mesures, ou encouragent les organisations sportives et les organisations antidopage à prendre des mesures, y compris des sanctions ou des pénalités, à l'encontre des membres de l'encadrement des sportifs qui commettent une violation des règles antidopage ou autre infraction liée au dopage dans le sport.

Article 10

Compléments alimentaires

Selon que de besoin, les États parties encouragent les producteurs et distributeurs de compléments alimentaires à établir des bonnes pratiques pour la commercialisation et la distribution desdits compléments, notamment à fournir des informations sur la composition analytique de ces produits et l'assurance qualité.

Article 11

Mesures d'ordre financier

Selon que de besoin, les États parties:

- (a) inscrivent à leur budget le financement d'un programme national de contrôles dans toutes les disciplines sportives ou aident les organisations sportives et les organisations antidopage à financer des contrôles antidopage, soit en leur octroyant directement des subventions ou des allocations, soit en tenant compte du coût de ces contrôles lorsqu'ils déterminent le montant global de ces subventions ou allocations;
- (b) font le nécessaire pour retirer leur soutien financier dans le domaine du sport aux sportifs ou aux membres de l'encadrement des sportifs

qui ont été suspendus à la suite d'une violation des règles antidopage, et ce pendant la durée de la suspension;

- (c) retirent tout ou partie de leur soutien, financier ou autre, dans le domaine du sport à toute organisation sportive ou organisation antidopage qui ne respecte pas le Code ou les règles antidopage applicables adoptées conformément au Code.

Article 12

Mesures visant à faciliter les contrôles antidopage

Selon que de besoin, les États parties:

- (a) encouragent et facilitent l'exécution, par les organisations sportives et les organisations antidopage relevant de leur juridiction, de contrôles antidopage conformes aux dispositions du Code, y compris les contrôles inopinés et les contrôles hors compétition et en compétition;
- (b) encouragent et facilitent la négociation, par les organisations sportives et organisations antidopage, d'accords autorisant des équipes de contrôle du dopage dûment agréées d'autres pays à soumettre leurs membres à des contrôles;
- (c) s'engagent à aider les organisations sportives et les organisations antidopage relevant de leur juridiction à accéder à un laboratoire antidopage agréé aux fins de l'analyse des échantillons prélevés.

III. Coopération internationale

Article 13

Coopération entre les organisations antidopage et les organisations sportives

Les États parties encouragent la coopération entre les organisations antidopage, les pouvoirs publics et les organisations sportives qui relèvent de leur juridiction et ceux relevant de la juridiction des autres États parties afin d'atteindre, à l'échelle internationale, le but de la présente Convention.

Article 14

Soutien à la mission de l'Agence mondiale antidopage

Les États parties s'engagent à soutenir l'Agence mondiale antidopage dans sa mission importante de lutte contre le dopage à l'échelle internationale.

Article 15

Financement à parts égales de l'Agence mondiale antidopage

Les États parties appuient le principe du financement du budget annuel de base approuvé de l'Agence mondiale antidopage, pour moitié par les pouvoirs publics et pour moitié par le Mouvement olympique.

Article 16

Coopération internationale en matière de lutte antidopage

Sachant que la lutte contre le dopage dans le sport ne saurait être efficace que si les sportifs peuvent être contrôlés inopinément et les échantillons envoyés en temps utile à des laboratoires pour y être analysés, les États parties, selon que de besoin et conformément à leurs législations et procédures nationales:

- (a) facilitent la tâche de l'Agence mondiale antidopage et des organisations antidopage œuvrant en conformité avec le Code, sous réserve des règlements des pays hôtes concernés, pour qu'elles puissent procéder à des contrôles du dopage en compétition ou hors compétition auprès de leurs sportifs, sur leur territoire ou en dehors;
- (b) facilitent la circulation transfrontalière en temps utile des équipes de contrôle du dopage dûment agréées quand elles procèdent à des contrôles antidopage;
- (c) coopèrent pour accélérer le transport ou l'expédition transfrontalière en temps utile des échantillons de manière à en assurer la sécurité et l'intégrité;
- (d) favorisent la coordination internationale des contrôles antidopage effectués par les diverses organisations antidopage, et coopèrent avec l'Agence mondiale antidopage à cette fin;
- (e) favorisent la coopération entre les laboratoires de contrôle antidopage relevant de leur juridiction et ceux relevant de la juridiction d'autres États parties. En particulier, les États parties ayant des laboratoires antidopage agréés doivent les encourager à aider d'autres États parties à acquérir l'expérience, les compétences et les techniques nécessaires pour créer leurs propres laboratoires, s'ils le souhaitent;
- (f) encouragent et soutiennent les arrangements de contrôles réciproques entre les organisations antidopage concernées, conformément au Code;
- (g) reconnaissent mutuellement les procédures de contrôle du dopage et les méthodes de gestion des résultats de toute organisation antidopage qui sont conformes au Code, y compris les sanctions sportives qui en découlent.

Article 17

Fonds de contributions volontaires

1. Il est créé un «Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport», ci-après dénommé «le Fonds de contributions volontaires». Il s'agit d'un fonds-en-dépôt établi conformément au Règlement financier de l'UNESCO. Toutes les contributions versées par les États parties et autres acteurs sont de nature volontaire.

2. Les ressources du Fonds de contributions volontaires sont constituées par:

- (a) les contributions des États parties;
- (b) les versements, dons ou legs que pourront faire:
 - (i) d'autres États;
 - (ii) les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d'autres organisations internationales;
 - (iii) des organismes publics ou privés ou des particuliers;
- (c) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds de contributions volontaires;
- (d) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds de contributions volontaires;
- (e) toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds de contributions volontaires que la Conférence des Parties établit.

3. Les contributions versées par les États parties au Fonds de contributions volontaires ne remplacent pas les sommes qu'ils se sont engagés à verser pour s'acquitter de leur quote-part du budget annuel de l'Agence mondiale antidopage.

Article 18

Utilisation et gouvernance du Fonds de contributions volontaires

Les ressources du Fonds de contributions volontaires sont allouées par la Conférence des Parties au financement d'activités qu'elle aura approuvées, notamment pour aider les États parties à élaborer et mettre en œuvre des programmes antidopage conformément aux dispositions de la présente Convention, compte tenu des objectifs de l'Agence mondiale antidopage, et peuvent servir à financer le fonctionnement de ladite Convention. Les contributions au Fonds de contributions volontaires ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre.

IV. Éducation et formation

Article 19

Principes généraux en matière d'éducation et de formation

1. Les États parties s'emploient, dans les limites de leurs moyens, à soutenir, concevoir ou mettre en œuvre des programmes d'éducation et de formation sur la lutte contre le dopage. Pour la communauté sportive en général, ces programmes visent à donner des informations à jour et exactes sur:

- (a) les effets négatifs du dopage sur les valeurs éthiques du sport;
- (b) les conséquences du dopage sur la santé.

2. Pour les sportifs et le personnel d'encadrement des sportifs, en particulier au cours de la formation initiale, les programmes d'éducation et de formation, outre ce qui précède, visent à donner des informations à jour et exactes sur:

- (a) les procédures de contrôle du dopage;
- (b) les droits et responsabilités des sportifs en matière de lutte contre le dopage, y compris des informations sur le Code et les politiques des organisations sportives et antidopage compétentes. Ces informations portent notamment sur les conséquences d'une violation des règles antidopage;
- (c) la liste des substances et méthodes interdites, ainsi que les exemptions pour usage thérapeutique;
- (d) les compléments alimentaires.

Article 20

Codes déontologiques

Les États parties encouragent les associations et institutions professionnelles compétentes à élaborer et à appliquer des codes de conduite, de bonne pratique et de déontologie appropriés et conformes au Code en matière de lutte contre le dopage dans le sport.

Article 21

Participation des sportifs et du personnel d'encadrement des sportifs

Les États parties favorisent et, dans la mesure de leurs moyens, soutiennent la participation active des sportifs et du personnel d'encadrement des sportifs à tous les volets de la lutte antidopage menée par les organisations sportives et autres organisations compétentes, et encouragent les organisations sportives relevant de leur juridiction à faire de même.

Article 22

Organisations sportives et éducation et formation continues en matière de lutte contre le dopage

Les États parties encouragent les organisations sportives et les organisations antidopage à mettre en œuvre des programmes d'éducation et de formation continues pour tous les sportifs et le personnel d'encadrement des sportifs sur les points visés à l'article 19.

Article 23

Coopération en matière d'éducation et de formation

Les États parties coopèrent entre eux et avec les organisations compétentes pour échanger, selon que de besoin, des informations, des compétences techniques et des données d'expérience relatives à des programmes antidopage efficaces.

V. Recherche

Article 24

Promotion de la recherche antidopage

Les États parties s'engagent à encourager et à promouvoir, dans les limites de leurs moyens, la recherche

antidopage en collaboration avec les organisations sportives et autres organisations compétentes en ce qui concerne:

- (a) la prévention, les méthodes de dépistage, les aspects comportementaux et sociaux du dopage et ses conséquences sur la santé;
- (b) les voies et moyens de concevoir des programmes scientifiques d'entraînement physique et psychologique qui respectent l'intégrité de la personne;
- (c) l'utilisation de toutes les nouvelles substances et méthodes issues des progrès de la science.

Article 25

Nature de la recherche antidopage

En encourageant la recherche antidopage visée à l'article 24, les États parties veillent à ce que cette recherche soit conduite:

- (a) conformément aux pratiques déontologiques internationalement reconnues;
- (b) en évitant que des substances et méthodes interdites soient administrées aux sportifs;
- (c) en prenant des précautions adéquates pour que ses résultats ne puissent pas être utilisés abusivement ni servir au dopage.

Article 26

Échange des résultats de la recherche antidopage

Dans le respect des règles nationales et internationales applicables, les États parties, selon que de besoin, font connaître les résultats de la recherche antidopage aux autres États parties et à l'Agence mondiale antidopage.

Article 27

Recherche en sciences du sport

Les États parties encouragent:

- (a) les scientifiques et le corps médical à mener des recherches en sciences du sport en conformité avec les principes énoncés dans le Code;
- (b) les organisations sportives et le personnel d'encadrement des sportifs placés sous leur juridiction à appliquer les résultats issus de la recherche en sciences du sport qui sont conformes aux principes énoncés dans le Code.

VI. Suivi de la Convention

Article 28

Conférence des Parties

1. Il est établi une Conférence des Parties. La Conférence des Parties est l'organe souverain de la présente Convention.

2. La Conférence des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans en principe. Elle peut se réunir en session extraordinaire, soit si elle en décide elle-même ainsi, soit à la demande d'un tiers au moins des États parties.

3. Chaque État partie dispose d'une voix à la Conférence des Parties.

4. La Conférence des Parties adopte son règlement intérieur.

Article 29

Organisation consultative et observateurs auprès de la Conférence des Parties

L'Agence mondiale antidopage est invitée à la Conférence des Parties en qualité d'organisation consultative. Le Comité international olympique, le Comité international paralympique, le Conseil de l'Europe et le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) y sont invités en qualité d'observateurs. La Conférence des Parties peut décider d'inviter d'autres organisations compétentes en tant qu'observateurs.

Article 30

Fonctions de la Conférence des Parties

1. Outre celles énoncées dans d'autres dispositions de la présente Convention, les fonctions de la Conférence des Parties sont les suivantes:

- (a) promouvoir le but de la présente Convention;
- (b) discuter des relations avec l'Agence mondiale antidopage et étudier les mécanismes de financement du budget annuel de base de l'Agence. Des États non parties peuvent être invités au débat;
- (c) adopter un plan d'utilisation des ressources du Fonds de contributions volontaires, conformément aux dispositions de l'article 18;
- (d) examiner les rapports soumis par les États parties conformément à l'article 31;
- (e) examiner en permanence les moyens d'assurer le respect de la présente Convention compte tenu de l'évolution des systèmes antidopage, conformément à l'article 31. Tout mécanisme ou toute mesure de suivi qui va au-delà des dispositions de l'article 31 est financé(e) par le Fonds de contributions volontaires créé en vertu de l'article 17;
- (f) examiner pour adoption les projets d'amendements à la présente Convention;
- (g) examiner pour approbation, conformément aux dispositions de l'article 34 de la Convention, les modifications à la Liste des interdictions et au Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques adoptées par l'Agence mondiale antidopage;
- (h) définir et mettre en œuvre la coopération entre les États parties et l'Agence mondiale antidopage dans le cadre de la présente Convention;
- (i) prier l'Agence mondiale antidopage de lui présenter un rapport sur l'application du Code à chacune de ses sessions pour examen.

2. Dans l'exercice de ses fonctions, la Conférence des Parties peut coopérer avec d'autres organismes intergouvernementaux.

Article 31

Rapports présentés par les États parties à la Conférence des Parties

Par l'intermédiaire du Secrétariat, les États parties communiquent tous les deux ans à la Conférence des Parties, dans une des langues officielles de l'UNESCO, tous les renseignements pertinents concernant les mesures qu'ils auront prises pour se conformer aux dispositions de la présente Convention.

Article 32

Secrétariat de la Conférence des Parties

1. Le secrétariat de la Conférence des Parties est assuré par le Directeur général de l'UNESCO.

2. À la demande de la Conférence des Parties, le Directeur général de l'UNESCO recourt aussi largement que possible aux services de l'Agence mondiale antidopage, selon des modalités fixées par la Conférence des Parties.

3. Les dépenses de fonctionnement relatives à la Convention sont financées par le budget ordinaire de l'UNESCO dans les limites des ressources existantes et à un niveau approprié, par le Fonds de contributions volontaires créé en vertu des dispositions de l'article 17, ou par une combinaison appropriée de ces ressources à déterminer tous les deux ans. Le financement des dépenses du secrétariat par le budget ordinaire se fait sur la base du strict minimum, étant entendu que des financements volontaires devraient aussi être consentis à l'appui de la Convention.

4. Le secrétariat établit la documentation de la Conférence des Parties ainsi que le projet d'ordre du jour de ses réunions, et il assure l'exécution de ses décisions.

Article 33

Amendements

1. Tout État partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général de l'UNESCO, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à tous les États parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des États parties répond favorablement à la proposition, le Directeur général la présente à la session suivante de la Conférence des Parties.

2. Les amendements sont adoptés par la Conférence des Parties à la majorité des deux tiers des États parties présents et votants.

3. Une fois adoptés, les amendements à la présente Convention sont soumis aux États parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Pour les États parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt par les deux tiers des États parties des instruments visés au paragraphe 3 du présent article. Par la suite,

pour chaque État partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par l'État partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5. Un État qui devient partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant:

- (a) partie à la présente Convention ainsi amendée;
- (b) partie à la présente Convention non amendée à l'égard de tout État partie qui n'est pas lié par ces amendements.

Article 34

Procédure spécifique d'amendement aux annexes de la Convention

1. Si l'Agence mondiale antidopage modifie la Liste des interdictions ou le Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, elle peut communiquer ces changements par écrit au Directeur général de l'UNESCO. Le Directeur général notifie lesdits changements, en tant que propositions d'amendement aux annexes pertinentes de la présente Convention, à tous les États parties dans les meilleurs délais. Les amendements aux annexes sont approuvés par la Conférence des Parties, soit à l'occasion de l'une de ses sessions, soit par voie de consultation écrite.

2. Les États parties disposent d'un délai de 45 jours à compter de la notification du Directeur général pour faire connaître à ce dernier leur opposition à l'amendement proposé, soit par écrit, en cas de consultation écrite, soit à l'occasion d'une session de la Conférence des Parties. L'amendement proposé est réputé approuvé par la Conférence des Parties à moins que deux tiers des États parties ne fassent connaître leur opposition.

3. Les amendements approuvés par la Conférence des Parties sont notifiés aux États parties par le Directeur général. Ils entrent en vigueur 45 jours après cette notification, sauf pour tout État partie qui a préalablement notifié au Directeur général qu'il n'y souscrivait pas.

4. Un État partie qui a notifié au Directeur général qu'il ne souscrivait pas à un amendement approuvé conformément aux dispositions des paragraphes précédents demeure lié par les annexes telles que non amendées.

VII. Dispositions finales

Article 35

Régimes constitutionnels fédératifs ou non unitaires

Les dispositions ci-après s'appliquent aux États parties ayant un régime constitutionnel fédératif ou non unitaire:

- (a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central,

les obligations du gouvernement fédéral ou central sont les mêmes que celles des États parties qui ne sont pas des États fédéraux;

- (b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacun des États, comtés, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas, en vertu du régime constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral porte, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des États, comtés, provinces ou cantons pour adoption.

Article 36

Ratification, acceptation, approbation ou adhésion

La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion des États membres de l'UNESCO conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 37

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour tout État qui déclare ultérieurement accepter d'être lié par la présente Convention, celle-ci entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai d'un mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 38

Extension territoriale de la Convention

1. Tout État peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, spécifier le territoire ou les territoires dont il assure les relations internationales et auxquels la présente Convention s'applique.

2. Par déclaration adressée à l'UNESCO, tout État partie peut, à une date ultérieure, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire spécifié dans cette déclaration. Relativement à un tel territoire, la Convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de réception de ladite déclaration par le dépositaire.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents peut, relativement à tout territoire qui y est mentionné, être retirée par notification adressée à l'UNESCO. Le retrait entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de réception de ladite notification par le dépositaire.

Article 39

Dénonciation

Tout État partie a la faculté de dénoncer la présente Convention. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO. Elle prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations financières incombant à l'État partie concerné jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.

Article 40

Dépositaire

Le Directeur général de l'UNESCO est le dépositaire de la présente Convention et des amendements y relatifs. En sa qualité de dépositaire, il informe les États parties à la présente Convention ainsi que les autres États membres de l'Organisation:

- (a) du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- (b) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de l'article 37;
- (c) de tout rapport établi en vertu des dispositions de l'article 31;
- (d) de tout amendement à la Convention ou aux annexes adopté en vertu des articles 33 et 34, et de la date d'entrée en vigueur dudit amendement;
- (e) de toute déclaration ou notification faite en vertu des dispositions de l'article 38;
- (f) de toute notification faite en vertu des dispositions de l'article 39, et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;
- (g) de tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

Article 41

Enregistrement

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

Article 42

Textes faisant foi

1. La présente Convention, y compris les annexes, est établie en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, les six textes faisant également foi.

2. Les appendices à la présente Convention sont établis en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe.

Article 43

Réserves

Il n'est admis aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la présente Convention.

ANNEXE I

Code mondial antidopage**LISTE DES INTERDICTIONS 2005****STANDARD INTERNATIONAL**

Le texte officiel de la Liste des interdictions sera tenu à jour par l'Agence mondiale antidopage (AMA) et publié en anglais et en français. La version anglaise fera autorité en cas de divergence entre les deux versions.

Cette liste entrera en vigueur le 1er janvier 2005.

LISTE DES INTERDICTIONS 2005**CODE MONDIAL ANTIDOPAGE**

Entrée en vigueur le 1er janvier 2005

L'utilisation de tout médicament devrait être limitée à des indications médicalement justifiées

**SUBSTANCES ET MÉTHODES INTERDITES
EN PERMANENCE (EN ET HORS COMPÉTITION)**

SUBSTANCES INTERDITES**S1. AGENTS ANABOLISANTS**

Les agents anabolisants sont interdits.

1. Stéroïdes anabolisants androgènes (SAA)

(a) SAA exogènes*, incluant:

18á-homo-17â-hydroxyestr-4-en-3-one; bolastérone; boldénone; boldione; calustérone; clostébol; danazol; déhydrochlorométhyltestostérone; delta1-androstène- 3,17-dione; delta1-androstènediol; delta1-dihydro-testostérone; drostanolone; éthylestrénol; fluoxymestérone; formébolone; furazabol; gestrinone; 4-hydroxytestostérone; 4-hydroxy-19-nortestostérone; mestanolone; mestérolone; mé-ténolone; méthandiène; méthandriol; méthyl-diéniolone; méthyltriéniolone; méthyltestostérone; mibolérone; nandrolone; 19-norandrostènediol; 19-norandrostènedione; norboléthane; norclostébol; noréthandrolone; oxabolone; oxandrolone; oxymestérone; oxymétholone; quinbolone; stanozolol; stenbolone; tétrahydrogestrinone; trenbolone et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s).

(b) SAA endogènes**:

androstènediol (androst-5-ène-3â,17â-diol); androstènedione (androst-4-ène-3,17-dione); déhydroépiandrostérone (DHEA); dihydrotestostérone; testostérone.

et les métabolites ou isomères suivants :

5á-androstane-3á, 17á-diol; 5á-androstane-3á,17â-diol; 5á-androstane-3â,17á-diol; 5á-androstane-3â,17â-diol; androst-4-ène-3á,17á-diol; androst-4-ène-3á,17â-diol; androst-4-ène-3â,17á-diol; androst-4-ène-3â,17â-diol; androst-5-ène-3á,17á-diol; androst-5-ène-3á,17â-diol; androst-5-ène-3â,17á-diol; 4-androstènediol (androst-4-ène-3â,17â-diol); 5-androstènedione

(androst-5-ène-3,17-dione); épi-dihydrotestostéro-ne; 3á-hydroxy- 5á-androstan-17-one; 3â-hydroxy-5á-androstan-17-one; 19-norandrostérone; 19- no-rétiocholanolone.

Dans le cas d'une substance interdite (selon la liste ci-dessus) pouvant être produite naturellement par le corps, un échantillon sera considéré comme contenant cette substance interdite si la concentration de la substance interdite ou de ses métabolites ou de ses marqueurs et/ou tout autre rapport pertinent dans l'échantillon du sportif s'écarte suffisamment des valeurs normales trouvées chez l'homme pour qu'une production endogène normale soit improbable. Un échantillon ne sera pas considéré comme contenant une substance interdite si le sportif prouve que la concentration de substance interdite ou de ses métabolites ou de ses marqueurs et/ou tout autre rapport pertinent dans l'échantillon du sportif est attribuable à un état physiologique ou pathologique. Dans tous les cas, et quelle que soit la concentration, le laboratoire rendra un résultat d'analyse anormal si, en se basant sur une méthode d'analyse fiable, il peut démontrer que la substance interdite est d'origine exogène.

Si le résultat de laboratoire n'est pas concluant et qu'aucune concentration décrite au paragraphe ci-dessus n'est mesurée, l'organisation antidopage responsable effectuera une investigation plus approfondie s'il existe de sérieuses indications, telles que la comparaison avec des profils stéroïdiens de référence, d'un possible usage d'une substance interdite.

Si le laboratoire a rendu un rapport T/E supérieur à quatre (4) pour un (1) dans l'urine, une investigation complémentaire est obligatoire afin de déterminer si le rapport est dû à un état physiologique ou pathologique, sauf si le laboratoire rapporte un résultat d'analyse anormal basé sur une méthode d'analyse fiable, démontrant que la substance interdite est d'origine exogène. En cas d'investigation, celle-ci comprendra un examen de tous les contrôles antérieurs et/ou subséquents. Si les contrôles antérieurs ne sont pas disponibles, le sportif devra se soumettre à un contrôle inopiné au moins trois fois pendant une période de trois mois.

Si le sportif refuse de collaborer aux examens complémentaires, son échantillon sera considéré comme contenant une substance interdite.

2. Autres agents anabolisants, incluant sans s'y limiter:

Clenbutérol, zéranol, zilpatérol

Pour les besoins du présent document:
«exogène» désigne une substance qui ne peut pas être produite naturellement par l'organisme humain.
«endogène» désigne une substance qui peut être produite naturellement par l'organisme humain.

S2. HORMONES ET SUBSTANCES APPARENTÉES

Les substances qui suivent, y compris d'autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s), et leurs facteurs de libération, sont interdites:

1. Erythropoïétine (EPO)

2. Hormone de croissance (hGH), facteur de croissance analogue à l'insuline (IGF-1), facteurs de croissance mécanique (MGFs)

3. Gonadotrophines (LH, hCG)

4. Insuline

5. Corticotrophines

À moins que le sportif puisse démontrer que la concentration était due à un état physiologique ou pathologique, un échantillon sera considéré comme contenant une substance interdite (selon la liste ci-dessus) lorsque la concentration de substance interdite ou de ses métabolites ou de ses marqueurs et/ou tout autre rapport pertinent dans l'échantillon du sportif est supérieur aux valeurs normales chez l'humain et qu'une production endogène normale est improbable.

En outre, la présence de substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s), de marqueur(s) diagnostique(s) ou de facteurs de libération d'une hormone apparaissant dans la liste ci-dessus, ou de tout autre résultat indiquant que la substance détectée est d'origine exogène, sera rapportée comme un résultat d'analyse anormal.

S3. BÉTA-2 AGONISTES

Tous les bêta-2 agonistes, y compris leurs isomères D- et L-, sont interdits. Leur utilisation requiert une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

À titre d'exception, le formotérol, le salbutamol, le salmétérol et la terbutaline, lorsque utilisés par inhalation pour prévenir et/ou traiter l'asthme et l'asthme ou bronchoconstriction d'effort, nécessitent une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques abrégée.

Même si une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques est accordée, si le laboratoire a rapporté une concentration de salbutamol (libre plus glucuronide) supérieure à 1000 ng/mL, ce résultat sera considéré comme un résultat d'analyse anormal jusqu'à ce que le sportif prouve que ce résultat anormal est consécutif à l'usage thérapeutique de salbutamol par voie inhalée.

S4. AGENTS AVEC ACTIVITÉ ANTI-ŒSTROGÈNE

Les classes suivantes de substances anti-œstrogéniques sont interdites:

1. Inhibiteurs d'aromatase, incluant sans s'y limiter: anastrozole, létrozole, aminogluthétimide, exémestane, formestane, testolactone

2. Modulateurs sélectifs des récepteurs aux œstrogènes, incluant sans s'y limiter : raloxifène, tamoxifène, torémifène

3. Autres substances anti-œstrogéniques, incluant sans s'y limiter: clomifène, cyclofénil, fulvestrant

S5. DIURÉTIQUES ET AUTRES AGENTS MASQUANTS

Les diurétiques et autres agents masquants sont interdits.

Les agents masquants incluent, sans s'y limiter:

Diurétiques*, épitestostérone, probénécide, inhibiteurs de l'alpharéductase (par exemple dutastéride et finastéride), succédanés de plasma (par exemple albumine, dextran, hydroxyéthylamidon).

Les diurétiques incluent:

acétazolamide, amiloride, bumétanide, canrénone, chlortalidone, acide étacrynique, furosémide, indapamide, métolazone, spironolactone, thiazides (par exemple bendrofluméthiazide, chlorothiazide, hydrochlorothiazide), triamtérène, et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s).

* Une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques n'est pas valable si l'échantillon d'urine du sportif contient un diurétique détecté en association avec des substances interdites à leurs niveaux seuils ou en dessous de leurs niveaux seuils.

MÉTHODES INTERDITES

M1. AMÉLIORATION DU TRANSFERT D'OXYGÈNE

Ce qui suit est interdit:

- (a) Le dopage sanguin, y compris l'utilisation de produits sanguins autologues, homologues ou hétérologues ou de globules rouges de toute origine, dans un autre but que pour un traitement médical justifié.
- (b) L'amélioration artificielle de la consommation, du transport ou de la libération de l'oxygène, incluant sans s'y limiter les produits chimiques perfluorés, l'éfaproxiral (RSR13) et les produits d'hémoglobine modifiée (par exemple les substituts de sang à base d'hémoglobine, les produits à base d'hémoglobines réticulées).

M2. MANIPULATION CHIMIQUE ET PHYSIQUE

Ce qui suit est interdit:

La *falsification*, ou la tentative de falsification, dans le but d'altérer l'intégrité et la validité des échantillons recueillis lors des contrôles du dopage.

Cette catégorie comprend, sans s'y limiter, les perfusions intraveineuses*, la cathétérisation, la substitution et/ou l'altération de l'urine.

Excepté dans le cadre légitime d'un traitement médical aigu, les perfusions intraveineuses sont interdites.

M3. DOPAGE GÉNÉTIQUE

L'utilisation non thérapeutique de cellules, gènes, éléments génétiques, ou de la modulation de l'expression génique, ayant la capacité d'augmenter la performance sportive, est interdite.

SUBSTANCES ET MÉTHODES INTERDITES EN COMPÉTITION

Outre les catégories S1 à S5 et M1 à M3 définies ci-dessus, les catégories suivantes sont interdites en compétition:

SUBSTANCES INTERDITES

S6. STIMULANTS

Les stimulants qui suivent sont interdits, y compris leurs isomères optiques (D- et L-) lorsqu'ils s'appliquent:

Adrafinil, amfépramone, amiphénazole, amphétamine, amphétaminil, benzphétamine, bromantan, carphédon, cathine*, clobenzorex, cocaïne, diméthylamphétamine, éphédrine**, étilamphétamine, étiléfrine, famprofazone, fencamfamine, fencamine, fénétylline, fenfluramine, fenproporex, furfénorex, méfénorex, méphentermine, méso-carbe, méthamphétamine, méthylamphétamine, méthylènedioxyamphétamine, méthylènedioxyméthamphétamine, méthyléphédrine**, méthylphénidate, modafinil, nicéthamide, norfenfluramine, parahydroxyamphétamine, pémoline, phendimétrazine, phenmétrazine, phentermine, prolintane, sélégiline, strychnine et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s)***.

* La **cathine** est interdite quand sa concentration dans l'urine dépasse 5 microgrammes par millilitre.

** L'**éphédrine** et la **méthyléphédrine** sont interdites quand leurs concentrations respectives dans l'urine dépassent 10 microgrammes par millilitre.

*** Les substances figurant dans le Programme de surveillance 2005 (bupropion, caféine, phényléphrine, phénylpropanolamine, pipradrol, pseudoéphédrine, synéphrine) ne sont pas considérées comme des substances interdites.

NOTE: L'adrénaline, associée à des agents anesthésiques locaux, ou en préparation à usage local (par exemple par voie nasale ou ophtalmologique), n'est pas interdite.

S7. NARCOTIQUES

Les narcotiques qui suivent sont interdits:

buprénorphine, dextromoramide, diamorphine (héroïne), fentanyl et ses dérivés, hydromorphone, méthadone, morphine, oxycodone, oxymorphone, pentazocine, péthidine.

S8. CANNABINOÏDES

Les cannabinoïdes (par exemple le haschisch, la marijuana) sont interdits.

S9. GLUCOCORTICOÏDES

Tous les glucocorticoïdes sont interdits lorsqu'ils sont administrés par voie orale, rectale, intraveineuse ou intramusculaire. Leur utilisation requiert l'obtention d'une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques. Toute autre voie d'administration nécessite une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques abrégée.

Les préparations cutanées ne sont pas interdites.

SUBSTANCES INTERDITES DANS CERTAINS SPORTS

P1. ALCOOL

L'alcool (éthanol) est interdit en compétition seulement, dans les sports suivants.

La détection sera effectuée par éthylométrie et/ou analyse sanguine. Le seuil de violation pour chaque fédération est indiqué entre parenthèses.

- Aéronautique (FAI) (0.20 g/L)
- Automobile (FIA) (0.10 g/L)
- Billard (WCBS) (0.20 g/L)
- Boules (CMSB) (0.10 g/L)
- Karaté (WKF) (0.10 g/L)
- Motocyclisme (FIM) (0.00 g/L)
- Pentathlon moderne (UIPM) (0.10 g/L) pour les épreuves comprenant du tir
- Ski (FIS) (0.10 g/L)
- Tir à l'arc (FITA) (0.10 g/L)

P2. BÉTA-BLOQUANTS

À moins d'indication contraire, les bêta-bloquants sont interdits en compétition seulement, dans les sports suivants.

- Aéronautique (FAI)
- Automobile (FIA)
- Billard (WCBS)
- Bobsleigh (FIBT)
- Boules (CMSB)
- Bridge (FMB)
- Curling (WCF)
- Échecs (FIDE)
- Gymnastique (FIG)
- Lutte (FILA)
- Motocyclisme (FIM)
- Natation (FINA) en plongeon et nage synchronisée
- Pentathlon moderne (UIPM) pour les épreuves comprenant du tir
- Quilles (FIQ)
- Ski (FIS) pour le saut à skis et le snowboard free style

- Tir (ISSF) (aussi interdits hors compétition)
- Tir à l'arc (FITA) (aussi interdits hors compétition)
- Voile (ISAF) pour les barreaux en match racing seulement

Les bêta-bloquants incluent sans s'y limiter :

acébutolol, alprénolol, aténolol, bétaxolol, bisoprolol, bunolol, cartéolol, carvédilol, céliprolol, esmolol, labétalol, lévobunolol, métipranolol, métoprolol, nadolol, oxprénolol, pindolol, propranolol, sotalol, timolol.

SUBSTANCES SPÉCIFIQUES*

Les «substances spécifiques»* sont énumérées ci-dessous:

- Éphédrine, L-méthylamphétamine, méthyléphédrine;
- Cannabinoïdes;
- Tous les bêta-2 agonistes par inhalation, excepté le clenbutérol;
- Probénécide;
- Tous les glucocorticoïdes;
- Tous les bêta-bloquants;
- Alcool.

* «La Liste des interdictions peut identifier des substances spécifiques, qui, soit sont particulièrement susceptibles d'entraîner une violation non intentionnelle des règlements antidopage compte tenu de leur présence fréquente dans des médicaments, soit sont moins susceptibles d'être utilisées avec succès comme agents dopants ». Une violation des règles antidopage portant sur ces substances peut se traduire par une sanction réduite si le « ...sportif peut établir qu'il n'a pas utilisé une telle substance dans l'intention d'améliorer sa performance sportive... ».

ANNEXE II

STANDARD POUR L'AUTORISATION D'USAGE À DES FINS THÉRAPEUTIQUES

Extrait du «STANDARD INTERNATIONAL POUR
L'AUTORISATION D'USAGE
À DES FINS THÉRAPEUTIQUES»

de l'Agence mondiale antidopage (AMA); en vigueur
au 1er janvier 2005

4. 0 Critères d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques

Une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) peut être accordée à un sportif pour qu'il puisse utiliser une substance ou méthode interdite telle que définie dans la Liste des interdictions. Une demande d'AUT sera étudiée par un Comité pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (CAUT). Le CAUT sera nommé par une organisation antidopage. Une autorisation sera accordée uniquement en accord rigoureux avec les critères suivants:

[Commentaires: Ce standard s'applique à tous les sportifs tels que définis par le Code et assujettis à celui-ci, y compris les sportifs handicapés. Le présent standard sera appliqué selon les conditions individuelles. Par exemple, une autorisation justifiée pour un sportif handicapé peut ne pas l'être pour d'autres sportifs.]

4.1 Le sportif devrait soumettre une demande d'AUT au moins 21 jours avant de participer à une manifestation.

4.2 Le sportif subirait un préjudice de santé significatif si la substance ou la méthode interdite n'était pas administrée dans le cadre de la prise en charge d'un état pathologique aigu ou chronique.

4.3 L'usage thérapeutique de la substance ou de la méthode interdite ne devra produire aucune amélioration de la performance autre que celle attribuable au retour à un état de santé normal après le traitement d'un état pathologique avéré. L'usage de toute substance ou méthode interdite pour augmenter les niveaux naturellement bas d'hormones endogènes n'est pas considéré comme une intervention thérapeutique acceptable.

4.4 Il ne doit pas exister d'alternative thérapeutique autorisée pouvant se substituer à la substance ou à la méthode normalement interdite.

4.5 La nécessité d'utiliser la substance ou méthode normalement interdite ne doit pas être une conséquence partielle ou totale de l'utilisation antérieure non thérapeutique de substances de la Liste des interdictions.

4.6 L'AUT sera annulée par l'organisation l'ayant accordée si:

- (a) le sportif ne se conforme pas promptement à toute demande ou condition imposée par l'organisation antidopage ayant accordé l'autorisation;
- (b) la période d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques a expiré;
- (c) le sportif est informé que l'AUT a été annulée par l'organisation antidopage.

[Commentaire: Chaque AUT aura une durée précise définie par le CAUT. Il est possible qu'une AUT ait expiré ou ait été annulée et que la substance interdite couverte par l'AUT soit toujours présente dans l'organisme du sportif. Dans de tels cas, l'organisation antidopage qui procède à une enquête sur le résultat anormal tentera de déterminer si le résultat est compatible avec la date d'expiration ou d'annulation de l'AUT.]

4.7 Une demande d'AUT ne saurait être approuvée rétrospectivement, à l'exception des cas suivants:

- (a) urgence médicale ou traitement d'une condition pathologique aiguë, ou
- (b) si en raison de circonstances exceptionnelles, il n'y a pas eu suffisamment de temps ou de possibilités pour le demandeur de soumettre, ou pour le CAUT d'étudier, une demande avant le contrôle du dopage.

[Commentaire: Les urgences médicales ou les conditions pathologiques aiguës exigeant l'administration d'une substance ou méthode normalement interdite avant qu'une demande d'AUT puisse être faite sont rares. De même, les circonstances exigeant une étude rapide d'une demande d'AUT à cause de compétitions imminentes sont peu fréquentes. Les organisations antidopage qui délient les AUT devraient disposer de procédures internes qui permettent de faire face à de telles situations].

5. O Confidentialité de l'information

5.1 Le demandeur doit donner sa permission écrite de transmettre tous les renseignements se rapportant à la demande aux membres du CAUT et, s'il y a lieu, à d'autres experts médicaux et scientifiques indépendants, ou au personnel impliqué dans la gestion, la révision ou les procédures d'appel des AUT.

S'il est nécessaire de faire appel à des experts indépendants, tous les détails de la demande leur seront transmis, sans identifier le sportif concerné. Le sportif demandeur doit aussi donner son consentement par écrit pour permettre aux membres du CAUT de communiquer leurs conclusions aux autres organisations antidopage concernées, en vertu du Code.

5.2 Les membres des CAUT et l'administration de l'organisation antidopage concernée mèneront toutes leurs activités en toute confidentialité. Tous les membres d'un CAUT et tout le personnel impliqué signeront une clause de confidentialité. En particulier, les renseignements suivants seront strictement confidentiels:

- (a) tous les renseignements ou données médicales fournis par le sportif et par son médecin traitant;
- (b) tous les détails de la demande, y compris le nom du médecin impliqué dans le processus.

Si un sportif s'oppose aux demandes du CAUT ou du CAUT de l'AMA d'obtenir tout renseignement de santé en son nom, le sportif doit en aviser son médecin traitant par écrit. En conséquence d'une telle décision, le sportif n'obtiendra pas d'approbation ou de renouvellement d'une AUT.

6. O Comités pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (CAUT) Les CAUT seront constitués et agiront en conformité avec les directives suivantes:

6.1 Les CAUT doivent comprendre au moins trois médecins possédant une expérience dans les soins et le traitement des sportifs, ainsi qu'une solide connaissance et une pratique de la médecine clinique et sportive. Afin d'assurer l'indépendance des décisions, une majorité des membres ne devrait pas avoir de responsabilités officielles dans l'organisation antidopage du CAUT. Tous les membres d'un CAUT devront signer une déclaration de non-conflit d'intérêt. Dans les demandes d'AUT impliquant des sportifs handicapés, au moins un des membres du CAUT devra avoir une expérience spécifique dans les soins aux sportifs handicapés.

6.2 Les membres d'un CAUT peuvent demander l'avis d'experts médicaux ou scientifiques qu'ils jugent appropriés dans l'analyse de l'argumentaire de toute demande d'AUT.

6.3 Le CAUT de l'AMA sera formé selon les critères prévus à l'article 6.1.

Le CAUT de l'AMA est établi afin de réexaminer, de sa propre initiative, les décisions des organisations antidopage. Sur demande de tout sportif à qui une AUT a été refusée par une organisation antidopage, le CAUT de l'AMA réexaminera cette décision, avec l'autorité de la renverser en vertu de l'article 4.4 du Code.

7. O Procédure de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT)

7.1 Une AUT ne sera considérée qu'après réception d'un formulaire de demande dûment complété qui doit inclure tous les documents connexes (voir l'annexe 1 – formulaire d'AUT). La procédure de demande doit être traitée en respectant strictement les principes de la confidentialité médicale.

7.2 Le ou les formulaires de demande d'AUT de l'annexe 1 peuvent être modifiés par les organisations antidopage de façon à inclure des exigences additionnelles à des fins de renseignement, mais aucune section ou article ne doit être retiré de l'annexe 1.

7.3 Le (ou les) formulaire(s) de demande d'AUT peuvent être traduits dans d'autres langues par les organisations antidopage, mais l'anglais ou le français doit demeurer sur le (ou les) formulaire(s).

7.4 Un sportif ne peut soumettre une demande d'AUT à plus d'une organisation antidopage.

La demande doit identifier le sport du sportif et, le cas échéant, sa discipline et sa position ou son rôle particulier.

7.5 La demande doit inclure toute demande en cours et/ou antérieure d'autorisation d'utiliser une substance ou une méthode normalement interdite, l'organisme auprès duquel ladite demande a été faite, et la décision de cet organisme.

7.6 La demande doit inclure un historique médical clair et détaillé comprenant les résultats de tout examen, analyse de laboratoire ou études par imagerie, liés à la demande.

7.7 Tous les examens complémentaires et pertinents, recherches supplémentaires ou études par imagerie, demandés par le CAUT de l'organisation antidopage seront effectués aux frais du demandeur ou de son organisme national responsable.

7.8 La demande doit inclure une attestation d'un médecin traitant qualifié confirmant la nécessité de la substance ou méthode interdite dans le traitement du sportif et décrivant pourquoi une alternative thérapeutique autorisée ne peut pas ou ne pourrait pas être utilisée dans le traitement de son état.

7.9 La posologie, la fréquence, la voie et la durée d'administration de la substance ou méthode normalement interdite devront être spécifiées.

7.1 O Les décisions du CAUT devraient être rendues dans les 30 jours suivant la réception de la demande accompagnée de toute la documentation nécessaire et devront être transmises par écrit au sportif par l'organisation antidopage concernée. Lorsqu'une AUT a été accordée à un sportif faisant partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles, le sportif et l'AMA recevront dans les plus brefs délais un certificat d'approbation incluant les renseignements concernant la durée de l'autorisation et toutes les conditions associées à cette AUT.

7.11 (a) À réception d'une demande de réexamen de la part d'un sportif, le CAUT de l'AMA aura l'autorité, tel que spécifié dans l'article 4.4 du Code, de renverser une décision concernant une AUT accordée par une organisation antidopage. Le sportif fournira au CAUT de l'AMA tous les renseignements présentés lors de la demande d'AUT soumise initialement à l'organisation antidopage, et s'affranchira auprès de l'AMA de la somme forfaitaire requise. Tant que le processus de révision n'est pas achevé, la décision initiale reste en vigueur. Le processus ne devrait pas prendre plus de 30 jours suivant la réception des renseignements par l'AMA.

(b) L'AMA peut initier un réexamen en tout temps. Le CAUT de l'AMA devra finaliser sa révision dans les 30 jours.

7.12 Si la décision concernant l'octroi d'une AUT est renversée suite au réexamen, ce changement n'aura pas d'effet rétroactif et n'annulera pas les résultats du sportif au cours de la période durant laquelle l'AUT était accordée, et cette décision entrera en vigueur au plus tard 14 jours après que le sportif aura été notifié de celle-ci.

8. O Procédure abrégée de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUTA)

8.1 Il est reconnu que certaines substances faisant partie de la Liste des substances interdites sont utilisées pour traiter des états pathologiques courants rencontrés fréquemment au sein de la population sportive. Dans de tels cas, une demande détaillée telle que décrite à la section 4 et à la section 7 n'est pas requise. Par conséquent, un processus abrégé de demande d'AUT est établi.

8.2 Les substances et méthodes interdites pouvant faire l'objet du processus abrégé sont strictement limitées aux bêta-2 agonistes (formoterol, salbutamol, salmeterol et terbutaline) par inhalation, et aux glucocorticoïdes par des voies d'administration non systémiques.

8.3 Pour obtenir l'autorisation d'usage de l'une des substances ci-dessus, le sportif doit fournir à l'organisation antidopage une attestation médicale justifiant la nécessité thérapeutique. Cette attestation médicale, telle que décrite dans l'annexe 2, doit indiquer le diagnostic, le nom du médicament, la posologie, la voie d'administration et la durée du traitement.

Si possible, les examens pratiqués pour établir le diagnostic devront être mentionnés (sans indiquer les résultats ni les détails).

8.4 La procédure abrégée implique ce qui suit:

- (a) l'autorisation d'usage de substances interdites soumise au processus abrégé entre en vigueur dès la réception d'une demande complète par l'organisation antidopage. Les demandes incomplètes seront retournées au demandeur;
- (b) à réception d'une demande complète, l'organisation antidopage informera rapidement le sportif. La fédération internationale du sportif, sa fédération nationale, ainsi que l'organisation nationale antidopage seront aussi avisées de façon appropriée. L'organisation antidopage avisera l'AMA seulement à réception d'une demande émanant d'un sportif de niveau international;
- (c) une demande d'AUTA ne saurait être approuvée rétrospectivement, à l'exception des cas suivants:
- urgence médicale ou traitement d'une condition pathologique aiguë, ou
 - si en raison de circonstances exceptionnelles, il n'y a pas eu suffisamment de temps ou de possibilités pour le demandeur de soumettre, ou pour le CAUT d'étudier, une demande avant le contrôle du dopage.

8.5 (a) Un réexamen par le CAUT de l'organisation ou par le CAUT de l'AMA peut être initié à tout moment durant la validité d'une AUTA.

- (b) Si le sportif demande un réexamen du refus d'une AUTA, le CAUT de l'AMA pourra demander au sportif de fournir des renseignements médicaux additionnels au besoin, aux frais du sportif.

8.6 Une AUTA peut être annulée par le CAUT ou le CAUT de l'AMA en tout temps. Le sportif, sa fédération internationale et toute organisation antidopage concernée en seront avisés immédiatement.

8.7 L'annulation prendra effet dès que le sportif aura été informé de la décision. Toutefois, le sportif pourra soumettre une demande d'AUT selon les modalités de la section 7.

9. O Centre d'information

9.1 Les organisations antidopage doivent fournir à l'AMA toutes les AUT, ainsi que toute la documentation de support conformément à la section 7.

9.2 Concernant les AUTA, les organisations antidopage fourniront à l'AMA les demandes médicales soumises par les sportifs de niveau international en conformité avec la section 8.4.

9.3 Le centre d'information garantira la stricte confidentialité de tous les renseignements médicaux.

CONVENÇÃO INTERNACIONAL CONTRA O DOPING NO DESPORTO

Preâmbulo

A Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, doravante denominada UNESCO, realizada em Paris de 3 a 21 de Outubro de 2005 em sua 33^a sessão,

Considerando que o objectivo da UNESCO é contribuir para a paz e a segurança através da promoção da colaboração entre as nações através de educação, ciência e cultura,

Em referência aos instrumentos internacionais existentes relativos aos direitos humanos,

Considerando da resolução 58/5, adoptada pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 3 de Novembro de 2003, relativa aos Desportos como um meio de promover a educação, a saúde, o desenvolvimento e a paz, notavelmente em seu parágrafo 7,

Consciente que o desporto deve assumir um importante papel para a protecção da saúde, na educação moral, cultural e física e na promoção da compreensão e paz internacionais,

Observando a necessidade de encorajar e coordenar a cooperação internacional em direcção à eliminação do doping nos Desportos,

Atenta ao uso de doping por atletas nos vários Desportos e as consequências do mesmo para sua saúde, para o princípio de "fair play", para a eliminação de fraudes e o futuro dos Desportos,

Ciente que o doping põe em risco os princípios éticos e os valores educacionais incorporados à Carta Internacional de Educação Física e Desporto da UNESCO e à Carta Olímpica,

Lembrando que a Convenção Anti-Doping e seu Protocolo Adicional adoptado no âmbito do Conselho Europeu são as ferramentas do direito público internacional, que estão na origem de políticas nacionais anti doping e da cooperação intergovernamental nesta matéria,

Lembrando que as Recomendações sobre doping adoptadas pela segunda, terceira e quarta Conferências Internacionais de Ministros e Autoridades Superiores responsáveis pela Educação Física e Desportos organizadas pela UNESCO em Moscovo (1988), em Punta del Este (1999) em Atenas (2004) e da Resolução 32 C/ 9 adoptada pela Conferência Geral da UNESCO em sua 32a sessão (2003),

Tendo em mente o Código Mundial Anti-Doping adoptado pela Agência Mundial Anti-Doping durante a Conferência Mundial sobre Doping nos Desportos, em Copenhaga, em 5 de Março de 2003 e a Declaração de Copenhaga contra o Doping nos Desportos,

Ciente também da influência que atletas de elite têm sobre a juventude,

Ciente da necessidade corrente de conduzir e promover pesquisas com os objectivos de melhorar a detecção de doping e obter melhor compreensão dos factores que estimulam o uso para que as estratégias de prevenção sejam mais eficazes,

Ciente também da importância da educação continuada de atletas, de pessoal de apoio a atletas e da comunidade de modo geral para a prevenção do doping,

Ciente da necessidade de construir a capacidade dos Estados Parte de implantar programas anti doping,

Ciente que as autoridades públicas e as organizações responsáveis pelos Desportos possuem responsabilidades complementares para prevenir e combater o doping nos Desportos, nomeadamente para assegurar a condução adequada, com base no princípio de “fair play”, de eventos desportivos e para proteger a saúde daqueles que participam dos mesmos,

Reconhecendo que essas autoridades e organizações devem trabalhar juntas para alcançar esses objectivos assegurando o mais alto grau de independência e transparência em todos os níveis adequados,

Determinada a iniciar acções mais amplas e profundas com o objectivo de eliminar o doping nos Desportos,

Reconhecendo que a eliminação do doping nos Desportos dependente em parte da harmonização progressiva dos padrões e práticas anti doping nos Desportos e da cooperação nos níveis nacional e global,

Adopta a presente Convenção nesse dia dezanove de Outubro de 2005.

I. Escopo

Artigo 1º

Objectivo da Convenção

O objectivo desta Convenção, no âmbito da estratégia e do programa de actividades da UNESCO na área de educação física e Desportos, é o de promover a prevenção e o combate ao doping nos Desportos, com vista à sua eliminação.

Artigo 2º

Definições

Essas definições devem ser compreendidas no contexto do Código Mundial Anti-Doping. No entanto, em caso de conflito as provisões da Convenção devem prevalecer.

Para os fins desta Convenção:

1. “Laboratórios credenciados de controlo de doping” significa laboratórios credenciados pela Agência Mundial Anti-Doping.

2. “Organização anti doping” significa uma entidade que é responsável pela adopção de regras para iniciar, implantar ou aplicar qualquer parte do processo de controlo de doping. Isso inclui, por exemplo, o Comité Olímpico Internacional, o Comité Para olímpico Internacional, outras importantes entidades organizadoras de eventos que realizam testes durante seus eventos, a Agência Mundial Anti-Doping, as federações internacionais, e as organizações nacionais anti doping.

3. “Violação de regra anti doping” nos Desportos entende-se uma ou mais das seguintes violações:

- a) A presença de uma substância proibida ou de seus metabolitos ou marcadores na amostra corporal de um atleta;
- b) Uso ou tentativa de uso de uma substância ou de um método proibido;
- c) Recusa, ou falha sem criteriosa justificativa, de se submeter à colecta de amostra após notificação conforme autorizado pelas regras anti doping vigentes ou de todo modo evitar comparecer à colecta de amostra;
- d) Violação das exigências aplicáveis relativas à disponibilidade do atleta para testes fora de competições incluindo a falha em fornecer informações solicitadas sobre o paradeiro de atletas e a declaração de testes falhos como estando conforme a regras razoáveis de análise;
- e) Falsificação ou tentativa de falsificação de qualquer elemento do controle de doping;
- f) Posse de substâncias e métodos proibidos;
- g) Tráfego de qualquer substância proibida ou método proibido;
- h) Administração ou tentativa de administração de uma substância proibida ou de um método proibido em qualquer atleta, ou assistência, encorajamento, auxílio, incitamento, ocultação ou qualquer outro tipo de cumplicidade envolvendo uma violação de regra anti doping ou qualquer tentativa de violação.

4. “Atleta” significa, para os fins de controlo de doping, qualquer pessoa que participa de práticas desportivas nos níveis nacional e internacional conforme definido por cada organização nacional anti doping e aceito pelos Estados Partes e por qualquer outra pessoa que pratique um desporto ou participe de uma competição desportiva ou evento de nível inferior aceito pelos Estados Parte. Para os fins dos programas educacionais e de formação, “atleta” significa qualquer pessoa que participa de competições desportivas sob a autoridade de uma organização desportiva.

5. “Pessoal de apoio ao atleta” significa qualquer técnico, treinador, gestor, agente, pessoal de equipa, funcionário oficial, pessoal médico ou paramédico que trabalhe com ou trate atletas que participam ou se preparam para participar de uma competição desportiva.

6. “Código” significa o Código Mundial Anti-Doping adoptado pela Agência Mundial Anti-Doping em 5 de Março de 2003 em Copenhaga, que consta como Apêndice 1 desta Convenção.

7. “Competição” significa uma única corrida, partida, jogo ou competição desportiva específica.

8. “Controle de doping” significa o processo, incluindo planeamento de distribuição de testes, colecta e manuseio de amostras, análises laboratoriais, gestão de resultados, audiências e recursos.

9. “Doping nos Desportos” significa a ocorrência de uma violação de regra anti doping.

10. “Equipes devidamente autorizadas de controlo de doping” significa as equipes de controlo de doping que actuam sob a autoridade de organizações nacionais ou internacionais anti doping.

11. Teste “em competições” significa, para os fins de diferenciação entre testes “em competições” e testes “fora de competições”, a menos que de outro modo estabelecido nas regras de uma federação internacional ou de outras organizações reconhecidas anti doping, um teste em que um(a) atleta é seleccionado(a) para testes em conexão com uma competição específica.

12. “Padrão Internacional para Laboratórios” significa o padrão conforme anexado no Apêndice 2 desta Convenção.

13. “Padrão Internacional para Testes” significa o padrão conforme anexado no Apêndice 3 desta Convenção.

14. “Sem aviso prévio” significa um controle de doping que é realizado sem nenhum aviso prévio ao atleta e durante o qual o atleta é continuamente acompanhado desde o momento da notificação até a colecta da amostra.

15. “Movimento Olímpico” significa todos aqueles que concordam em ser orientados pela Carta Olímpica e que reconhecem a autoridade do Comité Olímpico Internacional, nomeadamente: as federações internacionais de Desportos para com a programação dos Jogos Olímpicos; os Comités Olímpicos Nacionais, os Comités Organizadores dos Jogos Olímpicos, atletas, juizes e árbitros, associações e clubes, assim como todas as organizações e instituições reconhecidas pelo Comité Olímpico Internacional.

16. Controle de doping “fora de competição” significa qualquer controle de doping que não é realizado durante uma competição.

17. “Lista Proibida” significa a lista fornecida no Anexo I desta Convenção identificando as substâncias proibidas e os métodos proibidos.

18. “Método proibido” significa qualquer método assim descrito na Lista Proibida, fornecida no Anexo I desta Convenção.

19. “Substância proibida” significa qualquer substância assim descrita na Lista Proibida, fornecida no Anexo I desta Convenção.

20. “Organização desportiva” significa qualquer organização que actue como a entidade reguladora de um evento para um ou mais Desportos.

21. “Padrões para Garantir Isenções para Uso Terapêutico” significa aqueles padrões citados no Anexo II desta Convenção.

22. “Testes” significa as partes do processo de controlo de doping envolvendo o planeamento de distribuição de testes, a colecta de amostras, o manuseio de amostras, e o transporte de amostras para o laboratório.

23. “Isenção para Uso Terapêutico” significa uma isenção concedida de acordo com os Padrões para Garantir Isenções para Uso Terapêutico.

24. “Uso” significa a aplicação, ingestão, injeção ou consumo por qualquer meio que seja de qualquer substância proibida ou de qualquer método proibido.

25. “Agência Mundial Anti-Doping (WADA)” significa a fundação assim denominada estabelecida de acordo com as leis suíças em 10 de Novembro de 1999.

Artigo 3º

Meios de alcançar os objectivos da Convenção

De modo a alcançar os objectivos da presente Convenção, os Estados Partes comprometem-se a:

- a) Adoptar medidas apropriadas nos níveis nacional e internacional que sejam consistentes com os princípios do Código;
- b) Encorajar todas as formas de cooperação internacional que busquem proteger atletas, a ética nos Desportos, e a partilha de resultados de pesquisas;
- c) Estimular a cooperação internacional entre Estados Partes e principais organizações no combate ao doping nos Desportos, em particular junto à WADA.

Artigo 4º

Relação da Convenção com o Código

1. De forma a coordenar a implantação, nos níveis nacional e internacional, do combate ao doping nos Desportos, os Estados Parte comprometem-se a respeitar os princípios do Código, como base para as medidas estabelecidas no Artigo 5 desta Convenção. Nada nessa Convenção proíbe os Estados Parte de adoptarem medidas adicionais complementares ao Código.

2. O Código e as versões mais recentes dos Apêndices 2 e 3 são reproduzidos para fins informativos, e não são partes integrantes desta Convenção. Os Apêndices como tais não criam nenhuma obrigação vinculadora às leis internacionais por parte de Estados Parte.

3. Os Anexos são parte integrante desta Convenção.

Artigo 5º

Medidas para alcançar os objectivos da Convenção

Cada Estado Parte engaja-se a adoptar as medidas apropriadas, em conformidade com as obrigações inscritas na presente Convenção. Tais medidas podem incluir legislação, regulamentação, políticas ou práticas administrativas.

Artigo 6º

Relação com outros instrumentos internacionais

Essa Convenção não modifica os direitos e obrigações de Estados Parte decorrentes de outros acordos previamente assinados e compatíveis com o objecto e o objectivo desta Convenção. Isso não afecta a fruição por outros Estados Partes de seus direitos ou o desempenho de suas obrigações conforme estabelecidos por essa Convenção.

II. Actividades anti doping a nível nacional

Artigo 7º

Coordenação interna

Os Estados Partes devem assegurar a aplicação da presente Convenção, especialmente através da coordenação interna. Para cumprir suas obrigações com essa Convenção, os Estados Partes podem contar com o apoio de organizações anti doping assim como de autoridades e organizações desportivas.

Artigo 8º

Restrição da disponibilidade e uso de substâncias e métodos proibidos nos Desportos

1. Os Estados Partes devem, sempre que apropriado for, adoptar medidas para restringir a disponibilidade de substâncias e métodos proibidos de modo a restringir seu uso nos Desportos por todos os atletas, a menos que o uso se baseie em isenção para uso terapêutico. Tais medidas incluem medidas contra o tráfego para atletas, e para esse fim, medidas para controlar a produção, movimentação, importação, distribuição e venda.

2. Os Estados Partes devem adoptar, ou encorajar, onde apropriado for, as entidades relevantes que actuam em suas jurisdições a adoptar medidas para prevenir e restringir o uso e posse por parte de atletas de substâncias e métodos proibidos nos Desportos a menos que o uso se baseie em uma isenção para uso terapêutico.

3. Nenhuma medida tomada em conformidade com a presente Convenção impedirá a disponibilidade para finalidades legítimas, de substâncias e métodos de outro modo proibidos ou controlados nos Desportos.

Artigo 9º

Medidas contra pessoal de apoio a atletas

Os Estados Partes devem eles mesmo tomar medidas ou encorajar organizações desportivas e organizações anti doping a adoptar medidas, incluindo sanções ou penas, voltados para o pessoal de apoio de atletas que cometam alguma violação de uma regra anti doping ou outras ofensas associadas ao doping nos Desportos.

Artigo 10º

Suplementos nutricionais

Os Estados Partes, onde apropriado for, devem encorajar os produtores e distribuidores de suplementos nutricionais a estabelecerem boas práticas de marketing e distribuição de tais suplementos, nomeadamente a fornecer informações relativas à sua composição analítica e garantia de qualidade.

Artigo 11º

Medidas financeiras

Os Estados Partes devem, onde apropriado for:

- a) Fornecer financiamento dentro de seus respectivos orçamentos para apoiar um programa nacional de testes em todas as modalidades desportivas ou auxiliar as organizações desportivas e organizações anti doping a financiar medidas de controlo de doping seja com subsí-

dios diretos ou com transferência de recursos, ou através do reconhecimento dos custos de tais controlos ao determinar os subsídios ou transferências gerais a serem concedidos para aquelas organizações;

- b) Tomar as medidas necessárias para reter os recursos financeiros dirigidos ao Desporto para atletas individuais ou pessoal de apoio a atletas que tenham sido suspensos após a violação de uma regra anti doping, durante o período de sua suspensão;
- c) Reter alguns ou todos os recursos financeiros ou outros apoios dirigidos a actividades desportivas de qualquer organização desportiva ou organização anti doping que não cumpra o Código ou as regras anti doping vigentes adoptadas de acordo com o estabelecido pelo Código.

Artigo 12º

Medidas para facilitar o controle de doping

Os Estados Partes devem, onde apropriado for:

- a) Encorajar e facilitar a acção de organizações desportivas e organizações anti doping dentro de sua jurisdição para que exerçam o controle de doping de maneira consistente com o Código incluindo a ausência de aviso prévio, e realização de testes fora de competições e durante as competições;
- b) Encorajar e facilitar a negociação por parte de organizações desportivas e organizações anti doping de acordos que permitam a seus membros serem testados por equipes devidamente autorizadas de controle de doping de outros países;
- c) Comprometerem-se a auxiliar organizações desportivas e organizações anti doping dentro de sua jurisdição para que tenham acesso a um laboratório credenciado de controlo de doping com o objectivo de análise de controle de doping.

III. Cooperação internacional

Artigo 13º

Cooperação entre organizações anti doping e organizações desportivas

Os Estados Partes devem encorajar a cooperação entre organizações anti doping, autoridades públicas, e organizações desportivas que actuam sob a sua jurisdição e aquelas que actuam sob a jurisdição de outros Estados Partes, de modo a se alcançar, no nível internacional, os objectivos desta Convenção.

Artigo 14º

Apoio à missão da WADA

Os Estados Parte comprometem-se a apoiar a importante missão da WADA no combate internacional ao doping.

Artigo 15º

Financiamento igualitário da WADA

Os Estados Partes apoiam o princípio de financiamento igualitário do orçamento chave anual da WADA aprovado por autoridades públicas e o Movimento Olímpico.

Artigo 16º

Cooperação internacional no controle de doping

Reconhecendo que o combate ao doping nos Desportos somente pode ser eficaz quando os atletas podem ser testados sem aviso prévio e as amostras podem ser transportadas de modo pontual para laboratórios de análises, os Estados Partes devem, onde apropriado for e de acordo com as leis e procedimentos de cada país:

- a) Facilitar a tarefa da WADA e de organizações anti doping que actuam respeitando o Código, sujeito às regulamentações relevantes de cada país, para que realizem controles de doping em seus atletas dentro e fora de competições, seja em seus territórios ou em qualquer outro lugar;
- b) Facilitar a movimentação em tempo útil de equipas devidamente autorizadas de controlo de doping através das fronteiras quando envolvidas em actividades de controlo de doping;
- c) Cooperar para acelerar o embarque ou movimentação transfronteiriça, em tempo útil, de amostras de tal forma que sejam mantidas sua segurança e integridade;
- d) Auxiliar na coordenação internacional do controle dos casos de doping pelas várias organizações anti doping, e cooperar para a realização desta finalidade junto à WADA;
- e) Promover a cooperação entre os laboratórios de controlo de doping dentro de sua jurisdição e aqueles pertencentes à jurisdição de outros Estados Partes. Em particular, os Estados Partes com laboratórios credenciados de controlo de doping devem encorajar laboratórios de sua jurisdição a auxiliar outros Estados Partes para capacitá-los a adquirir a experiência, as qualificações e técnicas necessárias para que estabeleçam seus próprios laboratórios caso desejem fazê-lo;
- f) Encorajar e apoiar arranjos recíprocos de testes entre as organizações anti doping indicadas para tanto, em conformidade com o Código;
- g) Reconhecer mutuamente os procedimentos de controlo de doping e a gestão de resultados de testes, incluindo as sanções desportivas decorrentes dos mesmos, de qualquer organização antinomia que actue em conformidade com o Código.

Artigo 17º

Financiamento Voluntário

1. Um “Fundo para a Eliminação de Doping nos Desportos”, doravante denominado “o Fundo Voluntário”, fica doravante estabelecido. O Fundo Voluntário deve

consistir de fundos fiduciários estabelecidos de acordo com as Regulamentações Financeiras da UNESCO. Todas as contribuições de Estados Partes e de outros actores devem ser voluntárias.

2. Os recursos do Fundo Voluntário devem consistir de:

- a) Contribuições feitas pelos Estados Partes;
- b) Contribuições, doações ou donativos que podem ser feitas por:
 - I. Outros Estados;
 - II. Organizações e programas do sistema das Nações Unidas, especialmente do Programa de Desenvolvimento das Nações Unidas, assim como de outras organizações internacionais;
 - III. Entidades públicas ou privadas ou indivíduos;
- c) Quaisquer juros incidentes sobre os recursos do Fundo Voluntário;
- d) Fundos levantados através de cobranças, e receitas com eventos organizados para o benefício do Fundo Voluntário;
- e) Fundo Voluntário, a serem estabelecidos pela Conferência das Partes.

3. Contribuições para o Fundo Voluntário feitas por Estados Partes não devem ser consideradas um substituto do compromisso dos Estados Partes de arcar com sua responsabilidade de contribuir para o orçamento anual da WADA.

Artigo 18º

Uso e governança do Fundo Voluntário

Os recursos do Fundo Voluntário devem ser alocados pela Conferência das Partes para o financiamento de actividades aprovadas pela mesma, especialmente para auxiliar os Estados Partes a desenvolver e implantar programas anti doping, de acordo com as previsões desta Convenção, levando em consideração as metas da WADA, e podem servir para cobrir os custos operacionais desta Convenção. Nenhuma condição política, económica ou de outra natureza pode ser associada às contribuições feitas ao Fundo Voluntário.

IV. Educação e formação

Artigo 19º

Princípios gerais de educação e formação

1. Os Estados Partes devem comprometer-se, dentro do limite dos seus recursos, a apoiar, conceber ou implantar programas educacionais e de formação sobre acções anti doping. Para a comunidade desportiva de modo geral, esses programas devem procurar fornecer informações actualizadas e precisas sobre:

- a) Os danos do doping aos valores éticos dos Desportos;
- b) As consequências do doping para a saúde.

2. Para atletas e o pessoal de apoio de atletas, em particular em seu período inicial de formação, programas educacionais e de formação devem, além do descrito acima, procurar fornecer informações actualizadas e precisas sobre:

- a) Procedimentos de controlo de doping;
- b) Direitos e responsabilidades de atletas com relação a acções anti doping, incluindo informações sobre o Código e as políticas anti doping de importantes organizações desportivas e anti doping. Tais informações devem incluir as consequências de se cometer uma violação das regras anti doping;
- c) A lista de substâncias e métodos proibidos e isenções para uso terapêutico;
- d) Suplementos nutricionais.

Artigo 20º

Códigos de conduta profissional

Os Estados Partes devem encorajar as associações e instituições profissionais competentes a desenvolver e implantar códigos de conduta, de boas práticas e de ética relativos a acções anti doping nos Desportos que sejam apropriados e conformes com o Código.

Artigo 21º

Envolvimento de atletas e pessoal de apoio a atletas

Os Estados Partes devem promover e, dentro dos limites de seus meios, apoiar a participação activa de atletas e do pessoal de apoio de atletas em todos os aspectos do trabalho anti doping levadas a cabo por organizações desportivas e outras organizações competentes, e encorajar as organizações desportivas de sua jurisdição a fazer o mesmo.

Artigo 22º

As organizações desportivas e a educação e formação continuados sobre anti doping

Os Estados Partes devem encorajar organizações desportivas e organizações anti doping a implantar programas educacionais e de formação contínuos para todos os atletas e pessoal de apoio a atletas sobre as temas identificados no Artigo 19.

Artigo 23º

Cooperação em matéria de educação e formação

Os Estados Partes devem cooperar mutuamente e com as organizações competentes para partilhar, onde apropriado for, informações, conhecimentos e experiência sobre programas anti doping eficazes.

V. Pesquisa

Artigo 24º

Promoção de pesquisas sobre acções anti doping

Os Estados Partes comprometem-se, dentro do limite de seus meios, a encorajar e promover pesquisas anti doping em cooperação com organizações desportivas e outras organizações competentes sobre:

- a) A prevenção, os métodos de detecção, os aspectos comportamentais e sociais, e as consequências do doping para a saúde;

- b) Os modos e meios de elaborar programas de formação fisiológico e psicológico de base científica que respeitem a integridade da pessoa humana;
- c) O uso de todas as substâncias e métodos descobertos resultantes de desenvolvimentos científicos.

Artigo 25º

Natureza das pesquisas anti doping

Ao promover pesquisas anti doping, conforme estabelecido no Artigo 24 acima, os Estados Partes devem assegurar que tais pesquisas sejam realizadas:

- a) Em conformidade com práticas éticas reconhecidas internacionalmente;
- b) De modo a evitar a administração de substâncias e métodos proibidos em atletas;
- c) Com as devidas precauções de modo a evitar que os resultados de pesquisas anti doping sejam mal utilizados e aplicados em doping.

Artigo 26º

Partilha dos resultados de pesquisas anti doping

Sujeito à conformidade com as leis nacionais e internacionais vigentes, os Estados Partes devem, onde apropriado for, partilhar os resultados disponíveis de pesquisas anti doping com outros Estados Partes e com a WADA.

Artigo 27º

Pesquisas em ciências desportivas

Os Estados Partes devem encorajar:

- a) Os membros de suas comunidades científica e médica a realizar pesquisas de ciências desportivas de acordo com os princípios do Código;
- b) As organizações desportivas e o pessoal de apoio a atletas de sua jurisdição a implementar os resultados das pesquisas de ciências desportivas que sejam conformes aos princípios do Código.

VI. Monitorização da Convenção

Artigo 28º

Conferência das Partes

1. A Conferência das Partes fica doravante estabelecida. A Conferência das Partes é o órgão soberano desta Convenção.

2. A Conferência das Partes deve se reunir em sessão ordinária em princípio a cada dois anos. Ela pode reunir-se em sessão extraordinária se assim decidir ou caso seja solicitado por pelo menos um terço dos Estados Partes.

3. Cada Estado Parte possui o direito a um voto na Conferência das Partes.

4. A Conferência das Partes adopta seu próprio Regulamento Interno.

Artigo 29º

Organização consultiva e observadores presentes na Conferência das Partes

A WADA deve ser convidada como uma organização consultiva a participar da Conferência das Partes. O Comité Olímpico Internacional, o Comité Para olímpico Internacional, o Conselho Europeu, e o Comité Intergovernamental para Educação Física e Desportos (CIGEPS) devem ser convidados como observadores. A Conferência das Partes pode decidir convidar outras organizações relevantes como observadores.

Artigo 30º

Funções da Conferência das Partes

1. Além do estabelecido em outras disposições desta Convenção, a Conferência das Partes tem as seguintes funções:

- a) Promover o objectivo desta Convenção;
- b) Discutir o relacionamento com a WADA e estudar os mecanismos de financiamento do orçamento chave anual da WADA. Os Estados não-Partes podem ser convidados para participar das discussões;
- c) Adoptar um plano para o uso dos recursos do Fundo Voluntário, de acordo com Artigo 18;
- d) Examinar os relatórios submetidos por Estados Partes de acordo com Artigo 31;
- e) Examinar, de forma corrente, a monitorização do respeito a essa Convenção em resposta ao desenvolvimento de sistemas antidoping, de acordo com Artigo 31. Quaisquer mecanismos ou medidas de monitorização que excedam o estabelecido pelo Artigo 31 devem ser financiados pelo Fundo Voluntário conforme estabelecido pelo Artigo 17;
- f) Examinar os projectos de emendas a essa Convenção para eventual adopção;
- g) Examinar para aprovação, de acordo com o Artigo 34 da Convenção, modificações propostas à Lista Proibida e aos Padrões para Garantir Isenções para Uso Terapêutico adoptados pela WADA;
- h) Definir e implantar acções de cooperação entre os Estados Partes e a WADA no âmbito desta Convenção;
- i) Solicitar um relatório da WADA sobre a implantação do Código para cada uma de suas sessões para exame.

2. A Conferência das Partes, no cumprimento de suas funções, pode realizar tais tarefas em cooperação com outras entidades intergovernamentais.

Artigo 31º

Relatórios nacionais enviados à Conferência das Partes

Os Estados Partes devem enviar a cada dois anos à Conferência das Partes, através do Secretariado, em uma das línguas oficiais da UNESCO, todas as informações relevantes relativas às medidas tomadas por cada um com a finalidade de cumprir as disposições desta Convenção.

Artigo 32º

Secretariado da Conferência das Partes

1. O Secretariado da Conferência das Partes é assegurado pelo Director Geral da UNESCO.

2. Por solicitação da Conferência das Partes o Director Geral da UNESCO deve usar ao máximo possível os serviços da WADA segundo os termos acordados por ocasião da Conferência das Partes.

3. Os custos operacionais relativos à Convenção serão financiados pelo orçamento ordinário da UNESCO de acordo com os recursos existentes e em nível apropriado, pelo Fundo Voluntário estabelecido segundo o Artigo 17 ou uma combinação adequada dos mesmos conforme determinado a cada dois anos. O financiamento das despesas do Secretariado a partir do orçamento ordinário deve ser feito com base em requisitos estritamente mínimos, sendo entendido que o financiamento voluntário deve também ser fornecido para apoiar a Convenção.

4. O Secretariado deve preparar a documentação da Conferência das Partes, assim como o projecto de agenda para suas reuniões, e deve assegurar a implantação de suas decisões.

Artigo 33º

Emendas à Convenção

1. Cada Estado Parte pode, por comunicação escrita endereçada ao Director Geral da UNESCO, propor emendas a essa Convenção. O Director Geral deve fazer circulares tais comunicações para todos os Estados Partes. Se, após seis meses da data de circulação de uma comunicação, pelo menos metade dos Estados Partes der seu consentimento, o Director Geral deve apresentar tais propostas na sessão seguinte da Conferência das Partes.

2. As emendas são adoptadas pela Conferência das Partes com o voto favorável de dois terços dos Estados Partes presentes e votantes.

3. Uma vez adoptadas, as emendas a essa Convenção devem ser submetidas aos Estados Partes para efeitos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

4. Relativamente aos Estados Partes que tenham ratificado, aceito, aprovado ou aderido, as emendas a essa Convenção entram em vigor três meses após o depósito dos instrumentos mencionados no parágrafo 3 desse Artigo por dois terços dos Estados Partes. Para cada Estado Parte que ratifique, aceite, aprove ou adira a uma emenda, após essa data, a emenda entra em vigor três meses após a data de depósito por aquele Estado Parte de seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

5. Um Estado que se torne uma Parte desta Convenção após a entrada em vigor de emendas em conformidade com parágrafo 4 desse Artigo deve, na ausência da expressão de uma intenção diferente, é considerado:

- a) Parte desta Convenção conforme esta tenha sido emendada;
- b) Parte da Convenção não-emendada em relação a qualquer Estado Parte não vinculado às emendas.

Artigo 34º

Procedimento específico de emenda para os Anexos da Convenção

1. Se a WADA modificar a Lista Proibida ou os Padrões para Garantir Isenções para Uso Terapêutico, ela poderá, através de comunicação escrita endereçada ao Director Geral da UNESCO, informá-lo(a) sobre tais modificações. O Director Geral deverá informar em tempo hábil as modificações tais como emendas propostas aos Anexos relevantes desta Convenção a todos os Estados Partes. As emendas aos Anexos devem ser aprovadas pela Conferência das Partes seja em uma de suas sessões ou através de uma consulta por escrito.

2. Os Estados Partes terão 45 dias a partir da notificação do Director Geral para expressar ao Director Geral sua objecção à emenda proposta seja por escrito, em caso de consulta por escrito, ou durante uma sessão da Conferência das Partes. A menos que dois terços dos Estados Parte expressem sua objecção, a emenda proposta deve ser considerada aprovada pela Conferência das Partes.

3. As emendas aprovadas pela Conferência das Partes devem ser informadas aos Estados Parte pelo Director Geral. Elas devem entrar em vigor 45 dias após sua notificação, excepto para qualquer um dos Estados Parte que tenha previamente informado o Director Geral que não aceita tais emendas.

4. Um Estado Parte que tenha notificado o Director Geral que não aceita uma emenda aprovada de acordo com o estabelecido pelos parágrafos precedentes permanece vinculado aos Anexos não-emendados.

VII. Cláusulas finais

Artigo 35º

Sistemas constitucionais federais ou não-unitários

As seguintes provisões devem aplicar-se a Estados Parte que possuam um sistema constitucional federal ou não-unitário:

- a) Com respeito às disposições desta Convenção cuja aplicação seja da competência do poder legislativo federal ou central, as obrigações do governo federal ou central devem ser as mesmas que as aplicadas àqueles Estados Partes que não são Estados federais;
- b) Com respeito às disposições desta Convenção cuja aplicação seja da competência de cada um dos Estados, Condados, Províncias ou Cantões constituintes, que não estejam obrigados pelo sistema constitucional da federação a tomar medidas legislativas, o governo federal deve informar às autoridades competentes de tais Estados, Condados, Províncias ou Cantões sobre as citadas disposições, com recomendação para sua adopção.

Artigo 36º

Ratificação, aceitação, aprovação ou adesão

Essa Convenção está sujeita a ratificação, aceitação, aprovação ou adesão pelos Estados Membros da UNES-

CO de acordo com seus respectivos procedimentos constitucionais. Os instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão devem ser depositados junto ao Director Geral da UNESCO.

Artigo 37º

Entrada em vigor

1. Esta Convenção entra em vigor no primeiro dia do mês seguinte à expiração de um período de um mês após o depósito do trigésimo instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

2. Para qualquer Estado que subsequentemente expresse seu consentimento de vinculação à mesma, esta Convenção entra em vigor no primeiro dia do mês seguinte à expiração de um período de um mês após o depósito de seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão.

Artigo 38º

Extensão territorial da Convenção

1. Qualquer Estado pode, ao depositar seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, especificar o território ou os territórios de cujas relações internacionais for o responsável e aos quais essa Convenção se aplica.

2. Qualquer Estado Parte pode, em qualquer data posterior, através de uma declaração endereçada à UNESCO, estender a aplicação desta Convenção a qualquer outro território especificado na declaração. Com respeito a tal território, a Convenção entra em vigor no primeiro dia seguinte à expiração de um período de um mês após a data de recebimento de tal declaração pelo depositário.

3. Qualquer declaração feita de acordo com o estabelecido nos dois parágrafos precedentes pode, com respeito a qualquer território citado em tal declaração, ser retirada através de uma notificação endereçada à UNESCO. Tal retirada deve se tornar válida no primeiro dia seguinte à expiração de um período de um mês após a data de recebimento de tal notificação pelo depositário.

Artigo 39º

Denúncia

Todo o Estado Parte pode denunciar esta Convenção. A denúncia deve ser notificada, por escrito, ao Director Geral da UNESCO. A denúncia tem efeito no primeiro dia do mês seguinte à expiração de um período de seis meses após o recebimento do instrumento de denúncia. A denúncia não afectará de forma alguma as obrigações financeiras do Estado Parte em questão até a data da produção dos efeitos da denúncia.

Artigo 40º

Depositário

O Director Geral da UNESCO é o Depositário desta Convenção e das emendas à mesma. Como Depositário, o Director Geral da UNESCO deve informar os Estados Partes desta Convenção, assim como aos outros Estados Membros da Organização sobre:

- a) O depósito de qualquer instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão;

- b) A data de entrada em vigor desta Convenção de acordo com o Artigo 37 acima;
- c) Qualquer relatório preparado em observância às provisões do Artigo 31 acima;
- d) Qualquer emenda à Convenção ou aos Anexos, adoptados em observância aos Artigos 33 e 34 e a data em que a emenda entra em vigor;
- e) Qualquer declaração ou notificação feita de acordo com as provisões do Artigo 38;
- f) Qualquer notificação feita de acordo com as previsões do Artigo 39 e a data em que a denúncia entra em vigor;
- g) Quaisquer outros actos, notificações ou comunicações relativos a esta Convenção.

Artigo 41º

Registo

Em conformidade com o Artigo 102 da Carta das Nações Unidas, essa Convenção deve ser registada junto à Secretaria das Nações Unidas por solicitação do Director Geral da UNESCO.

Artigo 42º

Autenticidade dos textos

1. Essa Convenção, incluindo seus Anexos é feita em Árabe, Chinês, Inglês, Francês, Russo e Espanhol, os seis textos sendo igualmente autênticos.

2. Os Apêndices desta Convenção são feitos em Árabe, Chinês, Inglês, Francês, Russo e Espanhol.

Artigo 43º

Reservas

Não é admitida nenhuma reserva que seja incompatível com o objecto e o objectivo da presente Convenção.

ANEXO I

CÓDIGO MUNDIAL ANTIDOPAGEM

LISTAS DAS PROIBIÇÕES 2005

PADRÃO INTERNACIONAL

O texto oficial da Lista das Proibições será actualizado pela Agência Mundial Antidopagem (AMA) e publicado em inglês e francês. Em caso de divergência entre as duas versões, prevalecerá a versão inglesa.

A presente lista entrará em vigor a 1 de Janeiro de 2005.

LISTA DAS PROIBIÇÕES 2005

CÓDIGO MUNDIAL ANTIDOPAGEM

Data da entrada em vigor 1 de Janeiro de 2005

A utilização de qualquer medicamento deve estar limitada a indicações médicas justificadas

**SUBSTÂNCIAS E MÉTODOS
PERMANENTEMENTE PROIBIDOS
(EM COMPETIÇÃO E FORA DE COMPETIÇÃO)**

SUBSTÂNCIAS PROIBIDAS

S1. AGENTES ANABOLISANTES

Os agentes anabolisantes são proibidos.

1. Esteróides androgénicos anabolisantes (EAA)

(a) EAA exógenos*, incluindo:

18á-homo-17á-hidroxiestr-4-en-3-one; bolasterona; boldenona; boldiona; calusterona; clostebol; danazol; dehidroclormetilttestosterona; delta1-androstène- 3,17-diona; delta1-androstenediol; delta1-dihidro-testosterona; drostanolona; etilestrenol; fluoximesterona; formebolona; furazabol; gestrinona; 4-hidroxitestosterona; 4-hidroxi-19-nortestosterona; mestanolona; mesterolona; metenolona; metandienona; metandriol; metildienolona; metitrieolona; metilttestosterona; miboleronona; nandrolona; 19-norandrostenediol; 19-norandrostenediona; norboletona; norclostebol; noretandrolona; oxabolona; oxandrolona; oximesterona; oximetolona; quinbolona; estanozolol; estenbolona; tetrahydrogestrinona; trenbolona e outras substâncias que possuam uma estrutura química similar ou efeito(s) biológico(s) similar(es).

(b) EAA endógenos**:

androstenediol (androst-5-ène-3á,17á-diol); androstenediona (androst-4-ène-3,17-diona); dehidroepiandrosterona (DHEA); dihidrotestosterona; testosterona.

e os seguintes metabólitos ou isómeros:

5á-androstane-3á, 17á-diol; 5á-androstane-3á,17á-diol; 5á-androstane- 3á,17á-diol; 5á-androstane-3á,17á-diol; androst-4-ène-3á,17á-diol; androst-4-ène-3á,17á-diol; androst-4-ène-3á,17á-diol; androst-4-ène-3á,17á-diol; androst-5-ène-3á,17á-diol; androst-5-ène-3á,17á-diol; androst-5-ène-3á,17á-diol; 4-androstenediol (androst-4-ène-3á,17á-diol); 5-androstenediona (androst-5-ène-3,17-diona); epi-dihidrotestosterona; 3á-hidroxi- 5á-androstan-17-one; 3á-hidroxi-5á-androstan-17-one; 19-norandrosterona; 19-noreticolanolona.

No caso de uma substância proibida (conforme a lista supramencionada) que possa ser produzida naturalmente pelo organismo, uma amostra será considerada como contendo esta substância proibida se a concentração da substância proibida ou dos seus metabólitos ou marcadores e/ou qualquer outro relatório pertinente na amostra do atleta se desviar suficientemente dos valores normais encontrados no organismo humano de modo que seja improvável uma produção endógena normal. Uma amostra não será considerada como contendo uma substância proibida se o atleta provar que a concentração de substância proibida ou dos seus metabólitos ou marcadores e/ou qualquer outro relatório pertinente na amostra do atleta é atribuível a um estado fisiológico ou patológico. Em todos os casos, e qualquer que seja a concentração, o laboratório apresentará um resultado de análise anormal se, com base num método de análise fiável, demonstrar que a substância proibida é de origem exógena.

Se o resultado de laboratório não for conclusivo e não for medida nenhuma concentração descrita no parágrafo supramencionado, a organização antidopagem responsável efectuará uma investigação mais aprofundada se existirem sérias indicações tais como a comparação com outros perfis de esteróides de referência, de uma possível utilização de uma substância proibida.

Se o laboratório apresentou um relatório T/E superior a quatro (4) para um (1) na urina, é obrigatória uma investigação complementar para determinar se o relatório se deve a um estado fisiológico ou patológico, salvo se o laboratório apresentar um resultado de análise anormal baseado num método de análise fiável, demonstrando que a substância proibida é de origem exógena.

Em caso de investigação, esta abrangerá um exame de todos os controlos anteriores e/ou subsequentes. Se os controlos anteriores não estiverem disponíveis, o atleta deverá submeter-se a um controlo inopinado pelo menos três vezes durante um período de três meses.

Se o atleta se recusar colaborar nos exames complementares, a sua amostra será considerada contendo uma substância proibida.

2. Outros agentes anabolisantes, incluindo mas não limitados a:

Clembuterol, zeranol, zilpaterol

Para os efeitos do presente documento:

«exógeno» designa uma substância que não pode ser produzida naturalmente pelo organismo humano.

«endógeno» designa uma substância que pode ser produzida naturalmente pelo organismo humano.

S2. HORMONAS E SUBSTÂNCIAS RELACIONADAS

As seguintes substâncias, incluindo outras substâncias que possuam uma estrutura química similar ou efeito(s) biológico(s) similar(es) e os seus factores de libertação, são proibidas:

1. Eritropoietina (EPO)

2. Hormona de crescimento (hGH), factor de crescimento análogo à insulina (IGF-1), factores de crescimento mecânico (MGFs)

3. Gonadotrofinas (LH, hCG)

4. Insulina

5. Corticotrofinas

A menos que o atleta demonstre que a concentração tenha resultado de um estado fisiológico ou patológico, uma amostra será considerada como contendo uma substância proibida (conforme a lista supramencionada) quando a concentração da substância proibida ou seus metabólitos ou marcadores e/ou qualquer outro relatório pertinente na amostra do atleta for superior aos valores normais encontrados no organismo humano e for improvável uma produção endógena normal.

Além disso, a presença de substâncias que possuam uma estrutura química similar ou efeito(s) biológico(s) similar(es), marcador(es) diagnóstico(s) ou factores de

libertação de um hormona que figure da lista supramencionada, ou qualquer outro resultado indicando que a substância detectada é de origem exógena, será considerado como um resultado de análise anormal.

S3. BETA-2 AGONISTAS

Todos os beta-2 agonistas, incluindo os seus isómeros D- e L- são proibidos. A sua utilização requer uma autorização de utilização para fins terapêuticos.

Como excepção, o formoterol, o salbutamol, o salmeterol e a terbutalina quando utilizados por inalação para prevenir e/ou tratar a asma e a asma ou a broncoconstrição de esforço, requerem uma autorização de utilização para fins terapêuticos abreviada.

Mesmo que seja concedida uma autorização de utilização para fins terapêuticos, se o laboratório relatar uma concentração de salbutamol (livre mais glucoronido) superior a 1000 ng/mL, este resultado será considerado como um resultado anormal até que o atleta prove que este resultado anormal é consequência da utilização terapêutica de salbutamol por inalação.

S4. AGENTES COM ACTIVIDADE ANTI-ESTROGÉNICA

As seguintes classes de substâncias anti-estrogénicas são proibidas:

1. Inibidores de aromatase, incluindo mas não limitados a: anastrozole, letrozole, aminoglutetimida, exemestano, formestano, testolactona

2. Modeladores selectivos dos receptores dos estrogénios, incluindo mas não limitados a: raloxifeno, tamoxifeno, toremifeno

3. Outras substâncias anti-estrogénicas, incluindo mas não limitados a: clomifeno, ciclofenil, fulvestrante

S5. DIURÉTICOS E OUTROS AGENTES MASCARANTES

Os diuréticos e outros agentes mascarantes são proibidos.

Os agentes mascarantes incluem, mas não estão limitados a:

Diuréticos*, epitestosterona, probenecide, inibidores de alfa-reductase (por exemplo dutasteride e finasteride) sucedâneos de plasma (por exemplo albumina, dextran, hidroxietilamido).

Os diuréticos incluem:

acetazolamida, amiloride, bumetanida, canrenona, clortalidona, ácido etacrínico, furosemida, indapamida, metolazona, espironolactona, tiazidas (por exemplo bendroflumetiazida, clorotiazida, hidroclorotiazida), triamtereno, e outras substâncias que possuam uma estrutura química similar ou efeito(s) biológico(s) similar(es).

* Uma autorização de utilização para fins terapêuticos não é válida caso a amostra de urina do atleta contenha um diurético detectado em associação com substâncias proibidas nos seus níveis limites ou abaixo dos seus níveis limites.

MÉTODOS PROIBIDOS

M1. MELHORIA DA TRANSPORTE DE OXIGÉNIO

São proibidos os seguintes:

- (a) A dopagem sanguínea, incluindo a utilização de produtos sanguíneos autólogos, homólogos ou heterólogos ou glóbulos vermelhos de qualquer origem para outro fim que não o tratamento médico justificado.
- (b) A melhoria artificial do consumo, transporte ou libertação de oxigénio, incluindo mas não limitado aos perfluoroquímicos, o efaproxiral (RSR13) e os produtos de hemoglobina modificada (por exemplo os substitutos de sangue à base de hemoglobina, os produtos à base de hemoglobinas reticuladas).

M2. MANIPULAÇÃO QUÍMICA E FÍSICA

É proibido o seguinte:

A *falsificação*, ou a tentativa de *falsificação*, com o objectivo de alterar a integridade e a validade das amostras recolhidas no momento dos *controlos de dopagem*.

Esta categoria inclui, mas não se limita a perfusões intravenosas*, cateterização, substituição e/ou alteração da urina.

*Excepto no quadro legítimo de um tratamento médico agudo, as perfusões intravenosas são proibidas.

M3. DOPAGEM GENÉTICA

A utilização não terapêutica de células, genes, elementos genéticos ou a modulação da expressão genética com capacidade de aumentar a performance desportiva é proibida.

<p>SUBSTÂNCIAS E MÉTODOS PROIBIDOS EM COMPETIÇÃO</p>
--

Além das categorias S1 a S5 e M1 a M3 acima definidas, as seguintes categorias são proibidas em competição:

SUBSTÂNCIAS PROIBIDAS

S6. ESTIMULANTES

Os seguintes estimulantes são proibidos, incluindo os seus isómeros ópticos (D- e L-) quando se aplicam:

Adrafinil, anfepromona, amifenazol, anfetamina, anfetaminil, benzanfetamina, bromantan, carfedon, catina*, clobenzorex, cocaína, dimetilamfetamina, efedrina**, etilamfetamina, etilefrina, famprofazona, fencafamina, fencamina, fenetilina, fenfluramina, fenproporex, furfenorex, mefenorex, mefentermina, mesocarba, metanfetamina, metilamfetamina, metilenedioxiamfetamina, metilenedioximetanfetamina, metilefedrina**, metilfenidato, modafinil, niquetamida, norfenfluramina, parahidroxianfetamina, pemolina, fendimetrazina, fenmetrazina, fentermina, prolintano, selegilina, estriquinino e outras substâncias que possuam uma estrutura química similar ou efeito(s) biológico(s) similar(es)***.

* A catina é proibida quando a sua concentração na urina ultrapassa 5 microgramas por mililitro.

** A efedrina e a metilefedrina são proibidas quando as suas respectivas concentrações na urina ultrapassam 10 microgramas por mililitro.

*** As substâncias incluídas no Programa de vigilância para 2005 (bupropion, cafeína, fenilefrina, fenilpronolamina, pirdadol, pseudoefedrina, sineferina) não são consideradas substâncias proibidas.

NOTA: A adrenalina, associada a agentes anestésicos locais, ou em preparação para uso local (por exemplo através da via nasal ou oftalmológica) não é proibida.

S7. NARCÓTICOS

Os seguintes narcóticos são proibidos:

buprenorfina, dextromoramida, diamorfina (heroína), fentanil e os seus derivados, hidromorfona, metadona, morfina, oxycodona, oximorfona, pentazocina, petidina.

S8. CANABINÓIDES

Os canabinóides (por exemplo o haxixe, a marijuana) são proibidos.

S9. GLUCOCORTICOSTERÓIDES

Todos os glucocorticosteróides são proibidos quando administrados pela via oral, rectal, intravenosa ou intramuscular. A sua utilização requer a obtenção de uma autorização de utilização para fins terapêuticos. Qualquer outra via de administração requer uma autorização de utilização para fins terapêuticos abreviada.

As preparações cutâneas não são proibidas.

<p>SUBSTÂNCIAS PROIBIDAS EM ALGUNS DESPORTOS</p>
--

P1. ÁLCOOL

O álcool (etanol) é proibido em competição apenas nos seguintes desportos.

A detecção será realizada por etilometria e/ou análise sanguínea. O limite de violação para cada federação é indicado entre parênteses.

- Aeronáutica (FAI) (0.20 g/L)
- Automobilismo (FIA) (0.10 g/L)
- Bilhar (WCBS) (0.20 g/L)
- Boules (CMSB) (0.10 g/L)
- Karaté (WKF) (0.10 g/L)
- Motociclismo (FIM) (0.00 g/L)
- Pentatlo moderno (UIPM) (0.10 g/L) para as provas que incluam tiro
- Ski (FIS) (0.10 g/L)
- Tiro com arco (FITA) (0.10 g/L)

P2. BETA-BLOQUEANTES

A menos que haja indicação contrária, os beta-bloqueantes são proibidos em competição, apenas nos seguintes desportos:

- Aeronáutica (FAI)

- Automobilismo (FIA)
- Bilhar (WCBS)
- Bobsleigh (FIBT)
- Boules (CMSB)
- Bridge (FMB)
- Curling (WCF)
- Xadrez (FIDE)
- Ginástica (FIG)
- Luta (FILA)
- Motociclismo (FIM)
- Natação (FINA) em mergulho e natação sincronizada
- Pentatlo moderno (UIPM) para as provas que incluam tiro
- Quilles (FIQ)
- Ski (FIS) para o salto de ski e o snowboard free style
- Tiro (ISSF) (também proibido fora de competição)
- Tiro com arco (FITA) (também proibido fora de competição)
- Vela (ISAF) apenas nos timoneiros na categoria de match racing

Os beta-bloqueantes incluídos, mas não limitados a:

acebutolol, alprenolol, atenolol, betaxolol, bisoprolol, bunolol, carteolol, carvedilol, celiprolol, esmolol, labetalol, levobunolol, metipranolol, metoprolol, nadolol, oxprenolol, pindolol, propranolol, sotalol, timolol.

SUBSTÂNCIAS ESPECÍFICAS*

As «substâncias específicas»* encontram-se abaixo indicadas:

- Efedrina, L-metilanfetamina, metilefedrina;
- Canabinóides;
- Todos os beta-2 agonistas por inalação, excepto o clenbuterol;
- Probenecida;
- Todos os glucocorticosteróides;
- Todos os beta-bloqueantes
- Álcool.

* «A Lista das proibições pode identificar substâncias específicas que são particularmente susceptíveis de originar uma violação não intencional dos regulamentos antidopagem, tomando em consideração a sua presença frequente nos medicamentos e que são menos susceptíveis de serem utilizados com sucesso como agentes dopantes». Uma violação das regras antidopagem envolvendo estas substâncias poderá traduzir-se numa sanção reduzida se o «... atleta puder provar que não utilizou tal substância com a intenção de melhorar a sua performance desportiva...».

ANEXO II

PADRÃO PARA A AUTORIZAÇÃO DE UTILIZAÇÃO PARA FINS TERAPÊUTICOS

Extracto do «PADRÃO INTERNACIONAL PARA A AUTORIZAÇÃO DE UTILIZAÇÃO PARA FINS TERAPÊUTICOS»

da Agência Mundial Antidopagem (AMA); em vigor a 1 de Janeiro de 2005

4.0 Critérios de autorização de utilização para fins terapêuticos

Uma autorização de utilização para fins terapêuticos (AUT) poderá ser concedida a um atleta para que ele possa utilizar uma substância ou método proibidos tal como definido na Lista das proibições. Será estudado um pedido de AUT por um Comité para a autorização de utilização para fins terapêuticos (CAUT). O CAUT será nomeado por uma organização antidopagem. Uma autorização será concedida unicamente em conformidade com os seguintes critérios:

[Comentários: Este padrão aplica-se a todos os atletas tal como definido pelo Código e submetidos a este, incluindo os atletas portadores de deficiência. O presente padrão será aplicado conforme as condições individuais. Por exemplo, uma autorização justificada para um atleta portador de deficiência pode não ser para outros atletas.]

4.1 O atleta deveria submeter um pedido de AUT pelo menos 21 dias antes de participar numa manifestação.

4.2 O atleta sofreria um dano de saúde significativo se a substância ou o método proibidos não fosse administrado no âmbito da consideração de um estado patológico agudo ou crónico.

4.3 A utilização terapêutica da substância ou do método proibidos não deverá produzir nenhuma melhoria da performance que não a atribuível por sua vez a um estado de saúde normal após o tratamento de um estado patológico comprovado. A utilização de qualquer substância ou métodos proibidos para aumentar os níveis naturalmente baixos de hormonas endógenas não é considerada como uma intervenção terapêutica aceitável.

4.4 Não deverá existir alternativa terapêutica autorizada que possa substituir a substância ou o método normalmente proibidos.

4.5 A necessidade de utilizar a substância ou método normalmente proibidos não deverá ser uma consequência parcial ou total da utilização anterior não terapêutica de substâncias da Lista das proibições.

4.6 A AUT será anulada pela organização que a tenha concedido se:

- (a) o atleta não se submeter prontamente a qualquer solicitação ou condição imposta pela organização antidopagem que tenha concedido a autorização;
- (b) o período de autorização de utilização para fins terapêuticos tiver expirado;
- (c) o atleta for informado que a AUT foi anulada pela organização antidopagem.

[Comentário: Cada AUT terá uma duração precisa definida pelo CAUT. É possível que uma AUT tenha expirado ou tenha sido anulada e que a substância proibida coberta pela AUT esteja sempre presente no organismo do atleta. Neste caso, a organização antidopagem que procede a um inquérito sobre o resultado anormal tentará determinar se o resultado é compatível com a data da expiração ou da anulação da AUT.]

4.7 Um pedido de AUT não poderá ser aprovado retrospectivamente, excepto nos seguintes casos:

- (a) urgência médica ou tratamento de uma condição patológica aguda; ou
- (b) se em razão de circunstâncias excepcionais, não tenha havido tempo suficiente ou possibilidades para o solicitador submeter ou para o CAUT estudar um pedido antes do controlo antidopagem.

[Comentário: São raras as urgências médicas ou as condições patológicas agudas que exijam a administração de uma substância ou método normalmente proibidos antes que um pedido de AUT possa ser feito. Do mesmo modo, são pouco frequentes as circunstâncias que exijam um estudo rápido de um pedido de AUT devido a competições iminentes. As organizações antidopagem que emitem as AUT deveriam possuir procedimentos internos permitindo fazer face a tais situações].

5.0 Confidencialidade da informação

5.1 O solicitador deve dar o seu consentimento escrito para a transmissão de todas as informações relativas ao pedido aos membros do CAUT e, caso necessário, a outros especialistas médicos e científicos independentes ou ao pessoal envolvido na gestão, revisão ou procedimentos de recurso das AUT.

Caso seja necessário recorrer a especialistas independentes, todos os pormenores do pedido serão transmitidos, sem identificar o atleta envolvido. O atleta solicitador deverá também dar o seu consentimento por escrito para permitir aos membros do CAUT comunicar as suas conclusões às outras organizações antidopagem envolvidas, em virtude do Código.

5.2 Os membros dos CAUT e a administração da organização antidopagem envolvida conduzirão todas as suas actividades com a maior confidencialidade. Todos os membros de um CAUT e todo o pessoal envolvido assinarão uma cláusula de confidencialidade. Em particular, as seguintes informações serão estritamente confidenciais:

- (a) Todas as informações ou dados médicos fornecidos pelo atleta e pelo médico que o assiste.
- (b) Todos os pormenores do pedido, incluindo o nome do médico envolvido no processo.

Caso um atleta se oponha aos pedidos do CAUT ou do CAUT da AMA para obter qualquer informação de saúde em seu nome, o atleta deverá avisar por escrito o médico que o assiste. Como consequência de tal decisão, o atleta não obterá a aprovação ou a renovação de uma AUT.

6.0 Comitês para a autorização de utilização para fins terapêuticos (CAUT)

Os CAUT serão constituídos e agirão em conformidade com as seguintes directrizes:

6.1 Os CAUT deverão incluir pelo menos três médicos com experiência nos cuidados e tratamento de atletas, bem como um sólido conhecimento e prática da medicina clínica e desportiva. Para garantir a imparcialidade das decisões, uma maioria dos membros não deverá ter responsabilidades oficiais na organização antidopagem do CAUT. Todos os membros de um CAUT deverão assinar uma declaração de não conflito de interesse. Nos pedidos de AUT que impliquem atletas portadores de deficiência, pelo menos um dos membros do CAUT deverá possuir uma experiência nos cuidados a atletas portadores de deficiência.

6.2 Os membros de um CAUT podem solicitar o parecer de especialistas médicos ou científicos que julgarem apropriados para a análise do argumento de qualquer pedido de AUT.

6.3 O CAUT da AMA será formado em conformidade com os critérios previstos pelo artigo 6.1.

O CAUT da AMA é constituído com o propósito de reexaminar, por iniciativa própria, as decisões das organizações antidopagem. Perante o pedido de qualquer atleta a quem uma AUT tenha sido recusada por uma organização antidopagem, o CAUT da AMA reexaminará esta decisão, com a autoridade de a reverter em virtude do artigo 4.4 do Código.

7.0 *Procedimento de pedido de autorização de utilização para fins terapêuticos (AUT)*

7.1 Uma AUT apenas será considerada após a recepção de um formulário de pedido devidamente preenchido que deverá incluir todos os documentos conexos (ver o anexo 1 – formulário de AUT). O procedimento de solicitação deverá ser tratado respeitando estritamente os princípios da confidencialidade médica.

7.2 O(s) formulário(s) de solicitação de AUT do anexo 1 podem ser modificados pelas organizações antidopagem de forma a incluir exigências adicionais para informação, mas nenhuma secção ou artigo devem ser retirados do anexo 1.

7.3 O(s) formulário(s) de solicitação de AUT poderão ser traduzidos em outras línguas pelas organizações antidopagem, mas o inglês e o francês deverão permanecer no(s) formulário(s).

7.4 Um atleta não pode submeter uma solicitação de AUT a mais de uma organização antidopagem. A solicitação deve identificar o desporto do atleta e, caso necessário, a sua disciplina e a sua posição e o seu papel particular.

7.5 O pedido deverá incluir qualquer solicitação em curso e/ou anterior de autorização para a utilização de uma substância ou um método normalmente proibidos, o organismo ao qual o pedido tenha sido feito e a decisão desse organismo.

7.6 O pedido deverá incluir um histórico médico claro e pormenorizado incluindo os resultados de qualquer exame, análise de laboratório ou estudos por imagens, ligados ao pedido.

7.7 Todos os exames complementares e pertinentes, pesquisas suplementares ou estudos por imagens solicitados pelo CAUT da organização antidopagem serão custeados pelo solicitador ou pelo seu organismo nacional responsável.

7.8 O pedido deverá incluir um atestado de um médico qualificado confirmando a necessidade da substância ou método proibidos no tratamento do atleta e descrevendo porque é que de uma alternativa terapêutica autorizada não pode ou não poderia ter sido utilizada no tratamento do seu estado.

7.9 A posologia, a frequência, a via e a duração da administração da substância ou método normalmente proibidos deverão ser especificadas.

7.10 As decisões do CAUT deverão ser apresentadas 30 dias após a recepção do pedido acompanhado de toda a documentação necessária e deverão ser transmitidas por escrito ao atleta pela organização antidopagem envolvida. Quando se concede uma AUT a um atleta que faça parte do grupo alvo de atletas submetidos aos controlos, o atleta e a AMA receberão, no mínimo de tempo possível, um certificado de aprovação incluindo as informações respeitantes à duração da autorização e todas as condições associadas a esta AUT.

7.11 (a) À recepção de um pedido de um novo exame por parte de um atleta, o CAUT da AMA terá a autoridade, tal como especificado pelo artigo 4.4 do Código, para inverter uma decisão relativa a uma AUT concedida por uma organização antidopagem. O atleta fornecerá ao CAUT da AMA todas as informações apresentadas aquando do pedido da AUT submetido inicialmente à organização antidopagem e informar-se-á junto da AMA da soma estimada requerida. Se o processo de revisão não estiver concluído, a decisão inicial permanece em vigor. O processo não deverá tomar mais de 30 dias após a recepção das informações pela AMA.

(b) A AMA pode iniciar um novo exame a qualquer momento. O CAUT da AMA deverá finalizar a sua revisão no prazo de 30 dias.

7.12 Se a decisão relativa à concessão de uma AUT for invertida após um novo exame, esta mudança não terá efeito retroactivo nem anulará os resultados do atleta durante o período em que a AUT tenha sido concedida e esta decisão entrará em vigor o mais tardar 14 dias após a notificação ao atleta.

8.0 *Procedimento abreviado do pedido de autorização de utilização para fins terapêuticos (AUTA)*

8.1 Reconhece-se que certas substâncias que fazem parte da Lista das substâncias proibidas são utilizadas para tratar estados patológicos comuns encontrados frequentemente no seio da classe desportiva. Nesses casos, não se exige um pedido detalhado tal como descrito nas secções 4 e 7. Consequentemente, será estabelecido um processo abreviado de pedido de AUT.

8.2 As substâncias e o métodos proibidos que podem ser objecto do processo abreviado estão estritamente limitados aos beta-2 agonistas (formoterol, salbutamol, salmeterol e terbutaline) por inalação e aos glucocorticoides através das vias de administração não sistémicos.

8.3 Para obter a autorização de utilização de uma das substâncias supramencionadas, o atleta deverá fornecer à organização antidopagem um atestado médico justificando a necessidade terapêutica. Este atestado médico,

tal como descrito no anexo 2, deverá indicar o diagnóstico, o nome do medicamento, a posologia, a via de administração e a duração do tratamento.

Se possível, os exames efectuados para estabelecer o diagnóstico deverão ser mencionados (sem indicar os resultados nem os pormenores).

8.4 O procedimento abreviado implica o seguinte:

- (a) a autorização de utilização de substâncias proibidas submetida ao processo abreviado entra em vigor no momento da recepção de um pedido completo pela organização antidopagem. Os pedidos incompletos serão reenviados ao solicitador;
- (b) à recepção de um pedido completo, a organização antidopagem informará imediatamente o atleta. A federação internacional do atleta, a sua federação nacional, bem como a organização nacional antidopagem também serão informadas de forma apropriada. A organização antidopagem informará à AMA apenas mediante a recepção de um pedido proveniente de um atleta de nível internacional;
- (c) um pedido de AUTA não poderá ser aprovado retrospectivamente, excepto nos seguintes casos:
 - urgência médica ou tratamento de uma condição patológica aguda, ou
 - se, em razão de circunstâncias excepcionais, não tenha havido tempo ou possibilidades suficientes para o solicitador submeter ou para o CAUT estudar um pedido antes do controlo de dopagem.

8.5 (a) Poderá ser iniciado um novo exame pelo CAUT da organização ou pelo CAUT da AMA a qualquer momento durante a validade de uma AUTA.

(b) Se o atleta solicitar um novo exame de recusa de uma AUTA, o CAUT da AMA poderá solicitar que o atleta forneça informações médicas adicionais, caso necessário, tudo custeado pelo atleta.

8.6 Uma AUTA poderá ser anulada pelo CAUT ou pelo CAUT da AMA a qualquer momento. O atleta, a sua federação internacional e qualquer organização antidopagem envolvida serão advertidos imediatamente.

8.7 A anulação terá efeito a partir do momento em que o atleta for informado da decisão. Entretanto, o atleta poderá submeter um pedido de AUT em conformidade com as modalidades da secção 7.

9.0 *Centro de informação*

9.1 As organizações antidopagem devem fornecer à AMA todas as AUT, bem como toda a documentação de apoio, em conformidade com a secção 7.

9.2 No que respeita as AUTA, as organizações antidopagem fornecerão à AMA os pedidos médicos submetidos pelos atletas de nível internacional em conformidade com a secção 8.4.

9.3 O centro de informação garantirá a estrita confidencialidade de todas as informações médicas.

FAÇA OS SEUS TRABALHOS GRAFICOS NA INCV



NOVOS EQUIPAMENTOS NOVOS SERVIÇOS DESIGNER GRÁFICO AO SEU DISPOR



BOLETIM OFICIAL

Registo legal, nº 2/2001, de 21 de Dezembro de 2001

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao Boletim Oficial desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

Sendo possível, a Administração da Imprensa Nacional agradece o envio dos originais sob a forma de suporte electrónico (Disquete, CD, Zip, ou email).

Os prazos de reclamação de faltas do Boletim Oficial para o Concelho da Praia, demais concelhos e estrangeiros são, respectivamente, 10, 30 e 60 dias contados da sua publicação.

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional.

A inserção nos Boletins Oficiais depende da ordem de publicação neles aposta, competentemente assinada e autenticada com o selo branco, ou, na falta deste, com o carimbo a óleo dos serviços donde provenham.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.



Av. Amílcar Cabral/Calçada Diogo Gomes, cidade da Praia, República Cabo Verde.

C.P. 113 • Tel. (238) 612145, 4150 • Fax 61 42 09

Email: incv@gov1.gov.cv

Site: www.incv.gov.cv

ASSINATURAS

	Para o país:		Para países estrangeiros:	
	Ano	Semestre	Ano	Semestre
I Série	8.386\$00	6.205\$00	I Série	11.237\$00 8.721\$00
II Série.....	5.770\$00	3.627\$00	II Série.....	7.913\$00 6.265\$00
III Série	4.731\$00	3.154\$00	III Série	6.309\$00 4.731\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

AVULSO por cada página 15\$00

PREÇO DOS AVISOS E ANÚNCIOS

1 Página	8.386\$00
1/2 Página	4.193\$00
1/4 Página	1.677\$00

Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

PREÇO DESTE NÚMERO — 450\$00